Le refoulement de la dictature souveraine. Transformations du sens et de l'usage de la notion « dictature » à partir de la « guerre civile européenne »

Repression of the sovereign dictatorship

Marco Rampazzo Bazzan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/657>

DOI : 10.4000/grm.657

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

Marco Rampazzo Bazzan, « Le refoulement de la dictature souveraine. Transformations du sens et de l'usage de la notion « dictature » à partir de la « guerre civile européenne » », *Cahiers du GRM* [En ligne], 7 | 2015, mis en ligne le 07 juin 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/grm/657> ; DOI : 10.4000/grm.657

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© GRM - Association

Le refoulement de la dictature souveraine. Transformations du sens et de l'usage de la notion « dictature » à partir de la « guerre civile européenne »

Repression of the sovereign dictatorship

Marco Rampazzo Bazzan

Introduction

- 1 Cet article vise à étudier les transformations du sens et de l'usage de la notion de dictature au XX^e siècle et à questionner l'insignifiance dont elle a été progressivement frappée¹. Son fil conducteur sera le constat suivant d'Enzo Traverso :

La guerre civile européenne a transformé le sens et l'usage de la notion de dictature. Après l'avènement des régimes de Mussolini, Hitler, Franco et Staline elle est devenue le synonyme de régime autoritaire, voire totalitaire, d'oppression et de terreur, en éclipsant la signification qu'elle avait eue pendant des siècles².

- 2 Notre commentaire de l'analyse de Traverso se propose d'interroger l'éclipse de ce concept et les effets provoqués par son association progressive, voire son assimilation à la notion de totalitarisme, et par son opposition, découlant de cette assimilation, à la démocratie moderne. Pour ce faire, il nous faudra d'abord éclaircir la notion de « guerre civile européenne » afin d'interroger sa pertinence ; ensuite, nous étudierons le concept moderne de « dictature » tel qu'il a été développé par Carl Schmitt tout en portant notre attention sur les rapports que cette théorisation entretient avec la polémique entre Kautsky et Lénine, ainsi qu'avec la genèse et la diffusion du concept de totalitarisme ; pour finir, nous analyserons une résurgence paradigmatique de cette problématique dans les débats autour du XXII^e congrès du PCF en 1976, lorsque le Parti décida d'abandonner

la notion de « dictature du prolétariat ». Notre but est d'élucider un dispositif idéologique à l'œuvre dans la production historiographique, philosophique et politique contemporaines, dont le symptôme principal est le refoulement du concept moderne de « dictature souveraine ».

La notion de guerre civile européenne et sa pertinence

- 3 Nous commencerons par considérer la notion de « guerre civile européenne » comme une catégorie historiographique construite à la fin de la guerre froide. Sa fonction heuristique la plus significative consiste à esquisser un bilan de la dissolution du cadre géopolitique issu de la Deuxième Guerre mondiale et à critiquer les repères et les « certitudes » que ce cadre impliquait³. L'époque de la guerre civile européenne coïncide essentiellement avec la période d'entre-deux-guerres : elle est marquée par l'essor puis par la défaite des fascismes. Cette époque est caractérisée par l'effondrement de la civilisation du XX^e siècle⁴, la constitution du « monde bipolaire » sous l'hégémonie des deux superpuissances, et la « provincialisation » de l'Europe⁵ – la perte progressive du rôle central que le Vieux Continent avait joué à l'échelle mondiale pendant quatre siècles⁶. Du côté de la pensée politique, cette époque est marquée par la crise des concepts modernes élaborés entre le XVII^e et le XIX^e siècle. Le fondement concret de ces concepts était l'ordre interétatique fondé par la Paix de Westphalie, ainsi que sa systématisation scientifique par la théorie du droit naturel moderne⁷.
- 4 Si la notion de guerre civile européenne est désormais devenue célèbre, sa signification reste cependant plurivoque. Ses acceptions multiples nous permettent néanmoins de reconnaître le symptôme d'une dimension idéologique spécifique. Si la première évocation de la guerre civile européenne est du peintre allemand Franz Marc, cette formule doit pourtant sa célébrité aux polémiques qui ont suivi la publication en 1987 du livre *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945* d'Ernst Nolte⁸. Ces polémiques portent plus précisément sur deux controverses distinctes, dont le lien est fourni par la dimension idéologique susmentionnée : d'un côté, la « querelle des historiens » (*Historikerstreik*) qui éclate en République fédérale d'Allemagne peu avant la chute du mur de Berlin ; de l'autre, la campagne anticomuniste menée par une certaine historiographie française, une campagne qui se développe à partir de la publication du *Passé d'une illusion* de François Furet, lors de l'effondrement de l'URSS et de l'éclipse du communisme.
- 5 L'*Historikerstreit* est inauguré par la parution dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le 6 juin 1986 d'un article de l'historien allemand Ernst Nolte intitulé « Un passé qui ne veut pas passer »⁹. Le 11 juillet, Jürgen Habermas qualifie dans *Die Zeit* les thèses de Nolte de « négationnistes »¹⁰. Selon Nolte, les mouvements fascistes constituent une réaction à la Révolution d'octobre consistant à emprunter et radicaliser des moyens et des pratiques de lutte adoptés par le bolchevisme, dont ferait partie le génocide. Cette thèse, qui affirme l'existence d'une relation causale entre bolchevisme et fascisme¹¹, suscite des prises de positions indignées. Ces réactions violentes sont sans aucun doute légitimées par une certaine superficialité dans le traitement des sources de la part de Nolte et par sa tendance à banaliser le génocide des Juifs perpétré par le régime hitlérien au nom d'un discutabile révisionnisme scientifique. Pourtant, nous pouvons reconnaître dans l'intensité de la polémique un autre symptôme de la dimension idéologique qui nous intéresse. Plus précisément, notre hypothèse est que l'intensité polémique des réactions

déclenchées par la thèse de Nolte et par sa réception française est motivée par sa critique – que le jargon politico-médiatique qualifierait aujourd'hui de « décomplexée » – de l'antifascisme en tant que « valeur » fondatrice principale du consensus politique à l'époque de la guerre froide. Ainsi, dans une note du *Passé d'une illusion*, qui donnera lieu à une longue correspondance entre les deux historiens¹², Furet attribue à Nolte le mérite d'avoir enfreint un « tabou »¹³. Il reconnaît à l'historien allemand le courage de s'être attaqué à un certain « antifascisme historiographique » qui, interdisant la critique du communisme, empêchait la « compréhension des fascismes »¹⁴. En mettant au « centre des tragédies du siècle » la relation dialectique entre communisme et fascisme¹⁵, Nolte aurait finalement défié l'antifascisme sous l'emprise de l'idéologie communiste. Selon Furet, dans des pays comme la France et l'Italie, cet antifascisme communiste a durablement corrompu l'idée démocratique au point qu'il peut être considéré comme « le dernier cadeau de Hitler, posthume celui-là, aux mensonges et aux illusions du temps » et comme « le principal obstacle à l'intelligence historique du XX^e siècle européen »¹⁶. Ainsi, Furet – et d'une façon encore plus grossière Stéphane Courtois – défend et récupère Nolte pour mieux s'attaquer au « côté communiste » de « l'antifascisme idéologique » afin d'en liquider l'héritage et la légitimité¹⁷. En dépit des différences entre les approches qui inspirent leurs analyses respectives – dont la profondeur et la finesse sont aussi assez inégales –, les deux auteurs partagent ainsi « une même vision du communisme comme "idéocratie"¹⁸, comme régime dont l'évolution historique découlerait d'une essence idéologique » dont le précédent historique est la Terreur jacobine¹⁹.

- 6 Mais le concept d'idéologie avancé par Nolte pose problème. L'historien allemand inscrit en effet son travail dans le cadre de la théorie du totalitarisme et procède d'un parti pris – fort discutable, comme nous le verrons – en faveur « du concept et de la réalité du système libéral ». Assurant « la liberté du mouvement économique et intellectuel des individus » ce système ne serait en rien « tributaire de la domination d'une idéologie »²⁰. Nolte entend par idéologie une doctrine et un pouvoir « totalitaires » s'opposant à l'ordre libéral. Son ambition est d'intégrer à la théorie du totalitarisme une dimension historico-génétique et d'écrire une histoire de la formation et de la relation dialectique entre les deux grandes idéologies : le communisme et le fascisme.
- 7 De même, le concept d'idéologie chez Furet présente de graves lacunes. Dans *Le passé d'une illusion*, il reprend à son compte aussi bien la thèse selon laquelle « le fascisme est né comme une réaction anticommuniste » (tout en refusant cependant la théorie de la « causalité » de Nolte), que l'idée d'opposition structurelle entre les deux grandes idéologies totalitaires et la démocratie. Si communisme et fascisme « sont des ennemis déclarés puisqu'ils cherchent leur liquidation réciproque », ils sont aussi « des amis complices ». Cette « complicité » relève de l'existence d'un « adversaire commun, que les deux doctrines ennemies réduisent ou exorcisent par l'idée qui est à l'agonie » : la démocratie²¹. Et par « démocratie », Furet entend plus précisément la démocratie libérale : d'un côté, la démocratie représentative comme « type de gouvernement, fondé sur le libre suffrage des citoyens, la compétition des partis pour l'exercice du pouvoir et des droits égaux garantis à tous » ; de l'autre, la démocratie comme expression la plus haute de la civilisation occidentale, c'est-à-dire la « définition philosophique des sociétés modernes, constituées par des individus égaux et autonomes, libres de choisir leurs activités, leurs croyances ou leurs types d'existence »²². Autrement dit, la complicité du fascisme et du communisme réside pour Furet dans leur opposition à l'égard de l'héritage libéral de la Révolution française et au processus de démocratisation qu'il voit, dans le

sillage de Tocqueville, comme le véritable horizon du progrès et de la modernisation propre à l'Occident²³. Furet donne ensuite sa définition des idéologies, tout en essayant de décrire la passion idéologique, et plus précisément la passion communiste : les idéologies seraient « des systèmes d'explication du monde à travers lesquels l'action politique des hommes a un caractère providentiel, à l'exclusion de toute divinité »²⁴. Les idéologies représenteraient en dernière instance des « religions sécularisées »²⁵ et leur succès²⁶ relèverait de leur inscription dans la tradition post-révolutionnaire. Selon lui, Lénine et Hitler ont emprunté à la Révolution française l'idée de « réinventer leur monde politique sur la base des deux grandes figures de la culture démocratique : l'universel et le national »²⁷. C'est par ailleurs à partir de cette capacité de réinvention de la politique que les deux mouvements ont réussi à fonder « des régimes inconnus avant eux »²⁸.

- 8 Selon notre hypothèse la dispute des historiens et sa reprise française dans le débat sur l'anticommunisme sont en réalité symptômes d'une dimension idéologique s'inscrivant sur un plan très différent des conceptions que Nolte et Furet proposent. Cette dimension idéologique relève moins d'une doctrine (soit-elle ou non totalitaire) que d'une posture de l'intellectuel, influencée par ses « convictions », et ayant des effets sur sa production intellectuelle. Pour en cerner un premier trait, nous pouvons rappeler la célèbre critique que Furet avait adressée à l'historiographie dominante à propos de la Révolution française. La posture idéologique dont nous parlons s'apparente en effet au « mécanisme d'identification » du chercheur à son objet d'étude et à sa signification mythique, « à ses héros et à son événement »²⁹. Pour cette histoire, que Furet qualifie d'« historiographie commémorative », l'événement analysé « reste si fondamental, si tyrannique dans la conscience politique contemporaine que toute "distance" intellectuelle prise par rapport à lui est immédiatement assimilée à de l'hostilité – comme si le rapport d'identification était inévitable »³⁰. Cette identification niant toute distance critique par rapport à l'objet d'étude débouche sur l'écriture d'une histoire réduite à « commémoration des origines », où « la magie de l'anniversaire est faite de la fidélité des héritiers, non de la discussion critique de l'héritage »³¹. Autrement dit, la production propre à ce type d'historiographie contribue moins à l'étude critique de l'objet qu'au dévoilement du positionnement idéologique de leur auteur (à ce que l'on pourrait appeler sa constitution ou son interpellation en sujet-auteur ou en sujet-intellectuel).
- 9 Pourquoi parlons-nous d'interpellation ? Parce que, si nous interrogeons le mécanisme d'identification dont parle Furet à partir de la pratique intellectuelle, il semble s'apparenter à « l'interpellation idéologique » théorisée par Louis Althusser. Le recours à la théorie althusserienne de l'interpellation permet d'approfondir le fonctionnement du dispositif idéologique qui nous occupe. Selon Althusser, le mécanisme d'interpellation idéologique concerne la transformation des « individus en sujets ». Mais puisqu'il s'agit toujours de sujets déjà-constitués (toujours déjà assujettis en tant que sujets à une idéologie) l'idéologie concerne la transformation du « contenu (les idées) des "consciences" en interpellant les sujets en sujets »³². Selon Althusser, l'interpellation vise en effet le passage voire le basculement d'une idéologie à une autre afin de « parvenir à la domination sur l'ancienne à travers les individus ». Pour saisir la pertinence du concept il faut alors entendre par idéologie moins la description de « l'imaginaire ou l'expérience purement individuelles », que l'action d'un « corps d'idées socialement établies » présentant ce qu'Althusser appelle « une capacité d'action sociale »³³. Autrement dit, l'idéologie désigne une « conception du monde » voire l'ensemble des idées constituant la conscience d'un intellectuel, ses valeurs ou ses convictions. Nous nous appuyons ici sur la

définition de la « conception du monde » proposée par Althusser dans *Philosophie et philosophie spontanée des savants*. Dans la philosophie spontanée propre au savant Althusser distingue en réalité deux éléments qui luttent parfois l'un contre l'autre. Un premier élément « intra-scientifique » et matérialiste, qui consiste dans la formation des croyances à partir de la pratique scientifique concrète du savant ; et un deuxième élément « extra-scientifique » et « idéaliste » qui surgit en revanche à partir des valeurs et des convictions importées de l'extérieur, c'est-à-dire à partir des idéologies pratiques (religieuses, morales ou juridiques) sans lien avec la pratique scientifique. L'hégémonie du deuxième élément sur le premier caractérise la conception du monde dominante à l'époque bourgeoise³⁴. De ce point de vue, l'interpellation idéologique décrit l'action (ou les effets) de ces valeurs dominantes sur la constitution de l'auto-conscience de l'auteur, sur sa production scientifique, et sur ses objets théoriques. Parmi les résultats de cette production nous retrouvons non seulement des thèses, mais aussi la fabrication par l'auteur de son image d'intellectuel (et l'effet de l'influence sur lui des idées de son temps). Cet ensemble permet d'apercevoir son positionnement idéologique (même inconscient) au sein des dynamiques de reproduction de ce qu'Althusser appelle les Appareils Idéologiques d'État.

- 10 Mais avant d'approfondir ce point crucial, il nous faut essayer de comprendre la dimension idéologique spécifique propre à la notion de « guerre civile européenne » dans la production intellectuelle. Selon notre hypothèse, ses significations et ses usages s'articulent à une transformation des catégories politiques, provoquée par l'effondrement de l'ordre concret dans et par lequel elles avaient été forgées et se trouvaient agencées. Cet effondrement donne le jour à un détachement progressif entre d'une part certaines catégories et d'autre part leur champ d'expérience historique. Pour élucider concrètement la formation de la notion de guerre civile européenne, nous pouvons d'abord nous appuyer sur les considérations d'Eric Hobsbawm. Pour décrire l'âge des catastrophes, c'est-à-dire la conjoncture 1935-45 caractérisée par l'essor et la chute de l'Allemagne hitlérienne (la phase finale de la guerre civile européenne), l'historien britannique parle de « guerre civile idéologique à l'échelle internationale ». Selon Hobsbawm, il s'agit d'une « guerre internationale, parce qu'elle posait fondamentalement les mêmes problèmes dans la plupart des pays occidentaux » ; et d'« une guerre civile, parce que les lignes de partage entre forces pro- et anti-fascistes divisaient chaque société »³⁵. Mais les lignes de partage de cette guerre civile passent moins entre le capitalisme et la révolution sociale communiste qu'« entre des familles idéologiques : d'un côté les descendants des Lumières du XVIII^e siècle et des grandes révolutions, dont, à l'évidence la Révolution russe ; et de l'autre leurs adversaires »³⁶. En définitive, l'essor de l'Allemagne hitlérienne aurait été le facteur favorisant une union par-delà toutes les divisions civiles et nationales préalables « en une seule guerre mondiale, tant internationale que civile » afin de lutter contre la tentative « de détruire les valeurs et les institutions de la “civilisation occidentale” »³⁷. Comme l'exemple de De Gaulle l'atteste de façon paradigmatique, la fidélité à la nation pendant la Résistance se traduit moins par une fidélité au gouvernement en place que par un attachement à un ensemble des principes ou de valeurs qui n'étaient plus respectés par les gouvernements fascistes de l'époque. L'appartenance nationale ne se joue plus sur le plan de la légalité, mais sur celui de la légitimité.
- 11 Ce changement trouve une description pertinente dans la théorie du partisan de Carl Schmitt. Cette théorie constitue par ailleurs une parfaite illustration de la célèbre thèse

schmittienne selon laquelle l'État et la politique ne sont pas nécessairement synonymes, pouvant au contraire s'opposer l'un à l'autre³⁸. Schmitt accorde en effet à l'action du partisan une valeur éminemment politique dans la mesure où elle se produit non seulement hors du contrôle de l'État, mais aussi contre celui-ci. L'action des partisans prouve d'ailleurs l'existence de guerres autres que les guerres inter-étatiques, et la présence d'ennemis qui ne sont pas des États. Le partisan est un « combattant irrégulier », dont la lutte se caractérise par un haut degré de mobilité, par un rattachement à la terre qu'il défend, et par une extrême intensité de l'engagement politique³⁹. Selon Schmitt, la notion de partisan conceptualisée par Clausewitz à partir des expériences historiques des guerres de libération contre Napoléon, subit une transformation décisive à travers la théorisation par Lénine de la guerre de classe internationale. Lénine confère en effet au conflit partisan l'intensité d'une « hostilité absolue », c'est-à-dire une intensité capable de justifier le recours à tous les moyens disponibles pour remporter la victoire. Ainsi, les États ne sont plus des acteurs à part entière, mais des champs de bataille d'une guerre de « classe contre classe » ayant vocation à devenir mondiale. Cette intensité s'explique à partir d'une démarcation entre ami et ennemi s'inscrivant d'emblée sur un plan économique et social mondial que définit la théorie de l'impérialisme « stade suprême du capitalisme ». L'ennemi absolu de Lénine est incarné par « l'ennemi de classe, le bourgeois, le capitaliste social et son ordre social dans tout pays où régnait celui-ci »⁴⁰. La lutte du partisan communiste conduit finalement à une criminalisation de l'adversaire dans sa totalité ; elle manifeste par là la logique d'une guerre menée au nom d'une *justa causa* qui ne reconnaît pas de *justus hostis*. Cette reconnaissance était pour Schmitt le fondement de la guerre non discriminatoire qui caractérisait le *Jus Publicum Europaeum*⁴¹.

- 12 Mais si c'est contre la menace hitlérienne que se forme l'étrange alliance « progressiste » dont parle Hobsbawm, c'est bien la « victoire antifasciste », ainsi que la « Résistance », qui va constituer le fondement mythique de l'ordre mondial de l'après-guerre – l'ordre de la guerre froide. De ce point de vue, l'ambition de Nolte et de Furet est de critiquer l'héritage idéologique de cette « alliance progressiste » afin d'en dégager d'abord, et de liquider ensuite, « le côté communiste » dont la fonction historique était en quelque sorte jugée désormais obsolète. L'illusion du communisme identifié à la seule expérience de l'URSS doit pour ces auteurs « mourir » avec elle. La complicité des deux historiens se fonde par conséquent sur l'anti-communiste « érigé en paradigme historique, en clef d'interprétation du XXe siècle »⁴². Leur cible est « la Révolution russe dénoncée comme la première étape des totalitarismes modernes ». Pour paraphraser la formule de Furet à propos de la terreur jacobine, la révolution russe peut être considérée comme un « dérapage » par rapport au processus de modernisation occidentale⁴³. C'est bien l'appropriation de l'héritage de la Révolution française par la Révolution d'octobre et par l'historiographie communiste – se fondant sur le « dérapage » de la Terreur jacobine –, qui constitue la cible de la campagne de Furet contre l'historiographie commémorative. L'historien français s'oppose ainsi à la ligne interprétative voulant faire de la Révolution française « la mère d'un événement réel » : Octobre 1917, c'est-à-dire la Révolution russe. Un événement qui aurait donné rétrospectivement à la Grande Révolution tout son sens⁴⁴. Mais un sens que Furet relie moins à la révolution communiste qu'à la modernisation libérale et à la démocratisation occidentale.
- 13 La thèse de Furet a fait l'objet de nombreuses critiques qui se sont concentrées à juste titre sur sa vision idéalisée du libéralisme. Emmanuel Terray a souligné que « l'innocence du capitalisme et de la démocratie libérale est un présupposé implicite, mais

fondamental » de son argumentation⁴⁵. Il convient dès lors d'interroger davantage les principes libéraux au nom desquels Furet et Nolte mènent leur campagne anticommuniste. Pour ce faire, il faut d'abord se demander si ces auteurs ne font pas finalement à leur tour du libéralisme démocratique « un système d'explication du monde à caractère providentiel ». Nous pensons en effet que le modèle des démocraties libérales occidentales, qu'ils considèrent comme absolu et intemporel, revêt dans leur discours et dans leurs analyses historiques une fonction « mythique » vouée à donner rétrospectivement tout son sens à l'histoire. Ce modèle ou valeur se compose des deux significations que Furet attribue à la démocratie : d'un côté, la démocratie représentative comme forme de gouvernement (ou forme constitutionnelle) ; et de l'autre la démocratie comme principe idéologique fondant les sociétés occidentales, selon lequel elles seraient « constituées par des individus égaux et autonomes, libres de choisir leurs activités, leurs croyances ou leurs types d'existence »⁴⁶.

- 14 Pour mieux comprendre le sens de ces remarques, il faut rappeler que, pour Enzo Traverso, l'utilité de la notion de guerre civile européenne relève de sa capacité à « rétablir une perspective historique contre l'anachronisme aujourd'hui fort répandu qui projette sur l'Europe de l'entre-deux-guerres les catégories de notre démocratie libérale comme s'il s'agissait de normes et de valeurs intemporelles »⁴⁷. En ce qui concerne la théorie politique, la racine commune du communisme et du fascisme réside sans doute dans la critique de l'État libéral – c'est-à-dire tant du régime parlementaire représentatif qui s'affirme comme modèle dans le processus de démocratisation au cours du XIX^e siècle, que du système interétatique qui avait été mis en place suite à la paix de Westphalie sur la base du partage du monde par les puissances européennes avant la Première Guerre mondiale. Du point de vue de l'effondrement de l'ordre constitutionnel fondé sur les États-Nations, la notion de guerre civile européenne peut permettre de mesurer les transformations des concepts politiques traditionnels qui vont progressivement perdre leur référent concret dans l'espace de l'expérience historique.
- 15 Mais pour comprendre pleinement le fonctionnement de l'anachronisme dénoncé par Traverso il faut intégrer à notre problématique une dimension historico-conceptuelle. Plus précisément, nous devons interroger le processus à travers lequel le modèle de la démocratie libérale invoqué par Furet s'est imposé comme une valeur intemporelle dans les consciences modernes ou contemporaines. Dans l'Introduction méthodologique au *Lexique des concepts historiques fondamentaux*⁴⁸, Reinhart Koselleck a formulé quatre présupposés de l'analyse des concepts politico-sociaux fondamentaux : le processus de démocratisation du langage politique et social relevant de l'élargissement quantitatif des utilisateurs de ses termes ; la « temporalisation des contenus catégoriaux du sens » à travers laquelle ces concepts reçoivent leur orientation vers le futur ; la politisation des concepts, c'est-à-dire leur transformation en outils de mobilisation sociale ; et finalement leur tendance à être idéologisés (*Ideologisierbarkeit*). Ce quatrième axe analytique est le moins développé dans les études proposées par le *Lexikon* ; pourtant, Otto Brunner a consacré un essai fondamental à l'idéologie⁴⁹, et c'est sur cette problématique que Koselleck est revenu à maintes reprises afin d'enrichir les positions méthodologiques de l'histoire conceptuelle⁵⁰. En ce qui concerne notre propos, nous pouvons d'abord nous appuyer sur une suggestion de Karl-Dietrich Bracher, selon laquelle l'idéologisation constituerait l'« autre scène » – nécessaire mais occultée – du processus de modernisation de la politique et de la pensée⁵¹. Cette suggestion déploie toute sa puissance herméneutique si on l'associe à la définition de l'idéologie proposée par Hannah Arendt

dans les *Origines du totalitarisme* : l'idéologie comme « logique d'une idée » dont l'histoire serait le champ d'application. La définition minimale d'Arendt permet de qualifier d'idéologiques les reconstructions historiques qui découlent de la fétichisation d'une idée soustraite au temps, et qui visent à justifier la « logique » interne de cette idée se manifestant au fil de l'histoire⁵². Autrement dit, le processus d'universalisation des concepts politico-sociaux modernes, leur devenir singuliers-collectifs (*Kollektivsingulare*) impliquerait la production de narrations historiques idéologiques censées « remplir » le vide créé par l'occultation-refoulement de leur processus de formation. Selon Koselleck, « l'historisation et l'aptitude à être idéologisé (*Ideologisierbarkeit*) s'intègrent mutuellement et transforment un grand nombre de concepts en modèles exemplaires dont l'évidence demeure liée à une prise de parti (*parteigebunden*) »⁵³. Si la nature idéologique d'une position ou d'une proposition s'exprime par le fait de « rater » la cible qu'elle vise, son effet constitue pourtant « un symptôme d'une autre réalité que celle qu'il désigne explicitement »⁵⁴.

- 16 Le libéralisme dont traitent Furet et Nolte nous paraît fournir un bon exemple de ce processus. Dans la conscience idéologique de ces historiens, la démocratie constitutionnelle représentative occidentale devient en effet une valeur intemporelle (l'Idée) à partir de laquelle il faudrait écrire et juger l'histoire. Ainsi, l'histoire de la notion de démocratie ne serait que le développement de son Idée à partir d'une des formes historiques contingentes que ce mot-concept a revêtu au fil du temps, à savoir le modèle que ce mot désigne au sein du monde occidental au XX^e siècle). Cette forme spécifique va fonctionner chez ces auteurs comme un critère de sélection des matériaux pour l'écriture de « l'histoire de son concept » ou de son « Idée ». Son évidence ultime relève d'« une prise de parti », d'un positionnement idéologique impliquant sa reconnaissance comme cette Idée-modèle qui est vraie dans le présent. Dès lors, le vide créé par l'effacement du processus historique de formation des concepts est ainsi immédiatement « comblé » sur la scène occultée par des récits ancrés dans la lutte idéologique présente. Dans ce schéma, les concepts expriment une dimension idéologique dans la mesure où ils orientent la production intellectuelle tout en occultant leur formation historico-conceptuelle et la stratification des significations contradictoires qu'ils incorporent au cours de leur histoire. Ainsi, la plupart des interprètes modernes « lisent » dans la démocratie dont parlent les Anciens (par exemple Platon) moins son sens originaire – le gouvernement d'une partie des membres de la Cité (le *demos*) – que la signification qu'ils associent à cette notion dans le présent (démocratie libérale ou démocratie directe), ce qui les empêche d'avoir accès à la compréhension de ce que les mots signifient pour les auteurs qu'ils sont en train d'étudier⁵⁵. Selon Koselleck, les concepts se distinguent des mots précisément par leur expression contradictoire d'une « multiplicité d'expériences historiques » et « de référents théoriques et pratiques »⁵⁶. Si nous négligeons de prendre en charge cette stratification conflictuelle de sens, nous perdons aussitôt la possibilité d'utiliser *consciemment* ces concepts dans nos productions intellectuelles. Leur usage réfléchi ne devient possible qu'à partir d'un questionnement de leurs fondements et de leur processus de formation, ainsi que de notre conscience de leur capacité à fonctionner comme une matrice idéologique évocatrice et mystificatrice⁵⁷.
- 17 Si l'histoire de la Révolution française est encore aujourd'hui un champ privilégié des controverses idéologiques, c'est en grande partie parce qu'elle catalyse la production d'une constellation conceptuelle qui gouverne la pensée politique moderne et contemporaine. La Grande Révolution est l'événement mythique qui résume les résultats

de l'époque-charnière (*Sattelzeit*) dans laquelle Koselleck situe la naissance des concepts modernes fondamentaux. Elle apparaît comme l'origine du processus de modernisation, englobant le *telos* et les coordonnées d'intelligibilité du sens et de l'horizon du processus qui découle d'elle. Mais comment se constitue-t-il le modèle de la démocratie libérale ou représentative ? Afin de répondre à cette question, nous baserons nos analyses sur les travaux du Groupe de recherche sur les concepts politiques dirigé par Giuseppe Duso à l'Université de Padoue, et en particulier sur la proposition de situer la *Sattelzeit* au XVII^e siècle, à l'époque de la systématisation des théories du droit naturel⁵⁸. Selon cette lecture, c'est au sein de ces théories que nous trouvons sous une forme embryonnaire la conception de la démocratie représentative que Furet érige à la fois en modèle intemporel et en horizon de sens de la modernité politique. C'est toujours au sein de ces théories que nous trouvons le laboratoire décisif de la construction du concept moderne d'individu et son articulation à celui de l'État souverain – deux concepts qui sont à la base tant du libéralisme ou de la démocratie libérale que Nolte et Furet élèvent au rang de fondement métahistorique, que de l'idéologie rationaliste critiquée par Althusser, laquelle dénie par définition toute dimension idéologique. Nous pouvons finalement mesurer la pertinence de la catégorie de guerre civile (d'abord « européenne », puis « mondiale » et aujourd'hui peut-être « globale ») à partir de sa capacité à ouvrir une perspective critique sur la longue et inéluctable crise de l'État souverain. Elle permet une étude critique des effets de la crise historique de l'État moderne sur les concepts qui lui étaient structurellement liés, et qui lui survivent tout en s'agençant autrement, comme ceux d'individu, de sujet/assujetti et de pouvoir souverain.

Dictature souveraine entre démocratie et totalitarisme

- 18 Analysons maintenant la transformation du concept moderne de dictature du point de vue de la genèse de la notion de totalitarisme et de son opposition au concept de démocratie. Enzo Traverso rappelle que la guerre civile européenne a transformé le sens et l'usage de la notion de dictature, et il évoque explicitement la distinction opérée par Carl Schmitt entre dictature des commissaires et dictature souveraine, « la première agissant comme émanation d'un pouvoir constitué, la deuxième comme organe d'un pouvoir constituant »⁵⁹. Par « dictature des commissaires » Schmitt entend en effet la signification traditionnelle de dictature, à savoir une suspension de l'ordre établi visant son plein rétablissement. Il s'agit plus précisément d'une « exception concrète », c'est-à-dire d'un état d'exception qui est prévu et réglementé par la constitution en vigueur. À la différence de cette signification traditionnelle encadrant la dictature comme un instrument juridique au service d'une constitution existante, au cours du XIX^e siècle s'affirme progressivement une nouvelle conception de la dictature que le juriste allemand qualifie de « souveraine ». Cette nouvelle conception trouverait sa première manifestation historique dans la dictature de Cromwell et sa forme prototypique dans la dictature jacobine. La « dictature souveraine » vise une transformation essentielle de l'ordre constitutionnel en fonction d'un but à atteindre. Ce nouveau concept de dictature s'impose comme un synonyme d'organe souverain ou révolutionnaire, dont le but n'est plus le rétablissement de l'ancien ordre, mais l'instauration d'un ordre nouveau. Ainsi, sa justification ne réside plus dans l'ordre ancien, mais dans une philosophie de l'histoire qui « dicte » une révolution de l'ordre établi.

- 19 Schmitt entend par « dictature des commissaires » la signification traditionnelle remontant à l'Antiquité selon laquelle la dictature « suspend *in concreto* la constitution afin de protéger cette même constitution dans son existence concrète »⁶⁰. Cette figure juridique trouve sa formulation systématique dans la République romaine, qui restera son paradigme pendant des siècles. Dans cette tradition, la dictature a une signification positive, elle ne s'oppose pas à la démocratie, ni à d'autres formes constitutionnelles ou gouvernementales particulières. La dictature définit une simple mesure juridique impliquant des pouvoirs exceptionnels, mais réglementés par le droit en vigueur. À cette signification traditionnelle s'oppose la « dictature souveraine », à savoir la dictature révolutionnaire où le dictateur « dicte » également au peuple dont il est en même temps le seul représentant légitime. Ainsi, le dictateur ne doit plus respecter des lois ou réaliser un mandat exceptionnel qui lui est confié selon des règles, mais il exprime la volonté générale, la volonté du peuple ou de la classe, à laquelle il donne une voix tout en s'affirmant comme son expression la plus avancée ou la plus pure. Le dictateur souverain n'est plus un simple commissaire mandaté pour rétablir l'ancien ordre, mais le représentant du peuple à venir, son avant-garde, voire l'organe du pouvoir constituant.
- 20 Schmitt résume les résultats de son travail de 1921 par cette distinction entre les significations traditionnelle et moderne de dictature ; mais sa finalité immédiate est de « rendre accessible le concept (...) à une analyse juridico-scientifique » et faire ainsi face aux confusions avec le césarisme, le despotisme ou la tyrannie dont la notion de dictature fait l'objet dans la littérature scientifique de son époque. Autrement dit, c'est l'actualité brûlante de l'après-guerre en Allemagne, qui lui impose de réaliser cette contribution aux discussions sur l'article 48 de la Constitution de Weimar⁶¹. Pour comprendre l'importance de cet enjeu, il suffit de rappeler avec Giorgio Agamben, que l'histoire de l'article 48 « est si étroitement mêlée à l'histoire de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres qu'il n'est pas possible comprendre l'avènement de Hitler au pouvoir sans une analyse préalable des us et abus de cet article dans les années 1919 à 1933 »⁶². Les députés de l'Assemblée constitutionnelle décident de l'introduire pour faire face à la situation de désordre et de révolte de l'immédiat après guerre : « Lorsque la sûreté et l'ordre public sont gravement troublés ou compromis au sein du Reich » l'article 48 autorise en effet le Président de la République à « prendre les mesures nécessaires à leur rétablissement » jusqu'à la suspension totale de « l'exercice des droits fondamentaux ». L'impossibilité d'approuver une loi pour réglementer ses modalités d'exercice rend cependant ce pouvoir tellement indéterminé que l'expression « dictature présidentielle » s'impose dans la littérature juridique de l'époque.
- 21 Suite à l'abdication du Prince Max Von Baden, imposée par le haut commandement de l'armée, l'ancien *Reich* se trouve en effet dans une situation de forte instabilité, voire de véritable « anomie ». Dans ce désordre constitutionnel se confrontent d'emblée deux options qui trouvent leurs manifestations paradigmatiques dans les deux Déclarations de la République allemande qui ont lieu simultanément à Berlin le 9 novembre 1918. Le social-démocrate Philipp Scheidemann, ministre du dernier gouvernement impérial et du premier gouvernement républicain, crie « Vive la République allemande ! » depuis le Reichstag, tandis que, à un kilomètre de distance, le spartakiste Karl Liebknecht, s'affichant depuis un balcon du Palais impérial abandonné par le Hohenzollern à côté d'un marin avec un drapeau rouge, est accueilli par les cris collectifs de la foule : « Vive la République allemande *socialiste* ! »⁶³. Mais cette duplicité de la révolution allemande exprime une alternative qui dépasse largement les frontières de l'ancien Reich et qui

traverse *mutatis mutandis* tout le XX^e siècle. Sur les décombres de l'Empire wilhelmien se joue la possibilité pour la révolution russe de s'élargir à l'Europe et au monde ; et, après la Deuxième Guerre, c'est au sein de l'ancienne capitale du Reich que sera érigé le mur destiné à devenir le symbole de la guerre froide.

- 22 Cet enjeu mondial explique l'importance décisive de la controverse théorique opposant très durement Kautsky, Lénine et Trotski – une controverse qui fonde théoriquement la scission entre socialistes et communistes incarnée par la création de la troisième internationale. Dans *La Dictature du prolétariat* (1918), Kautsky refuse la prise violente du pouvoir théorisée par Lénine dans *L'État et la Révolution* (1917), afin d'empêcher cette option de devenir un modèle pour le mouvement socialiste en Allemagne. Dans sa critique, Kautsky met en scène une opposition entre démocratie et dictature vues comme deux méthodes « radicalement différentes », voire alternatives et incompatibles, pour réaliser la transition au communisme. S'adressant au mouvement ouvrier et aux militants socialistes allemands, Kautsky se livre à une exégèse érudite de la manière dont Engels et Marx ont défini l'expérience historique de la Commune de Paris comme réalisation de la dictature du prolétariat. Marx écrivait en effet que « la Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment ». Kautsky insiste sur le suffrage universel et sur le caractère de classe de la Commune, et cite Marx, selon lequel « la majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière »⁶⁴. S'appuyant sur ce passage Kautsky prétend que la dictature du prolétariat signifierait moins une forme de gouvernement à la manière des bolcheviques, que la réalisation pleine de la démocratie directe. Par la suite, il introduit une distinction entre deux acceptions du mot « dictature » : un état de choses » (*Zustand*) qui renvoie au gouvernement effectif d'une classe, et une forme de gouvernement supprimant les procédures électorales et opprimant l'opposition. Si l'opuscule se concentre sur cette dernière acception, c'est parce que les bolcheviques ont proposé dans les faits cette interprétation de la dictature du prolétariat tout en déformant ainsi la première (celle que, selon Kautsky, auraient pourtant adoptée Marx et Engels). Autrement dit, les bolcheviques ayant dissous l'assemblée constituante ont montré qu'ils d'entendaient la dictature du prolétariat comme la tyrannie d'une minorité (*Alleinherrschaft*) et non pas comme la dictature d'une classe (hégémonique). Dans cette argumentation, nous pouvons repérer une distinction *in nuce* entre deux notions de « dictature » : d'une part, l'hégémonie d'une classe que la compétition électorale viendrait sceller ; d'autre part, une tyrannie impliquant la suppression du suffrage universel – qui était un acquis incomplet et récent à l'époque – et des institutions « démocratiques ». Ce faisant, Kautsky opère une transformation du concept traditionnel de dictature en l'orientant vers deux directions distinctes. D'un côté, il ouvre la voie à la théorie de l'hégémonie d'une classe par rapport aux autres – une théorie qui sera développée par Gramsci indépendamment de Kautsky⁶⁵ ; de l'autre, il transforme le concept de dictature en un synonyme de despotisme et de tyrannie en tant que formes de gouvernement s'opposant à la démocratie. C'est en adoptant pratiquement cette acception que les bolcheviques auraient trahi l'enseignement des fondateurs du matérialisme scientifique.
- 23 Selon Lénine et Trotski, les distinctions byzantines de Kautsky font de Marx « un libéral vulgaire ». Au milieu de la guerre civile russe, les deux révolutionnaires veulent tracer une ligne de démarcation dans la théorie à partir d'une décision qu'ils avaient déjà prise

dans la pratique. Dès lors, la question de savoir si la révolution doit ou non passer par le recours aux armes et à la guerre civile est mise à l'ordre du jour. Ceux qui répondent par la négative, tournent le dos au marxisme et à la révolution, et se soumettent à la domination idéologique de la bourgeoisie. À partir de cette perspective, Lénine et Trotski mettent en cause et finalement récusent les fondements théoriques de l'opposition radicale entre démocratie et dictature comme deux formes opposées de gouvernement. Selon Lénine, cette alternative découle d'une confusion théorique « monstrueuse » qui fait abstraction du fondement même du matérialisme historique, c'est-à-dire la lutte de classe. La dictature n'est pas un synonyme d'*Alleinherrschaft* dans la mesure où elle peut également être exercée par un petit nombre (sous la forme d'une oligarchie) ou justement par une classe tout entière. En outre, la dictature de classe n'est pas non plus synonyme de suppression totale de la démocratie, mais seulement de la suppression de cette forme spécifique de démocratie instaurée historiquement par une classe qui exerce sa propre dictature précisément sous cette forme. Par dictature du prolétariat il faut donc entendre une dictature révolutionnaire. Sa tâche est de briser l'État bourgeois et le mode de production capitaliste dont la démocratie libérale est un élément constitutif, un agent assurant sa reproduction. Ainsi, Lénine souligne les positions que Marx exprime dans un passage qui suit immédiatement celui que cite Kautsky : « La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois »⁶⁶. Selon Lénine, Marx visait explicitement la construction d'un autre type d'État, qui n'avait plus rien en commun avec l'État libéral et bourgeois. Dans *L'État et la Révolution*, Lénine insiste ainsi sur la nécessité de dévoiler la « duperie » qui présente les parlements comme des organes d'expression de la volonté populaire, alors que tout se décide en réalité en coulisse. Les parlements n'existent à vrai dire que pour « duper le peuple ». Par là, Lénine assume pleinement que la dictature du prolétariat est un pouvoir conquis et exercé par la violence que le prolétariat exerce contre la bourgeoisie, et que ce pouvoir n'est en rien soumis aux lois et aux institutions existantes. Autrement dit, la question ne concerne point les formes particulières de gouvernement, mais la forme-État donnée historiquement et les rapports de force entre classes. Par exemple, pour les bolcheviques, la République allemande est bel et bien une dictature de la bourgeoisie contre le prolétariat. Le prolétariat allemand ne saurait prendre le pouvoir qu'à travers une guerre civile. Mais c'est seulement « l'analyse concrète de la situation concrète » des rapports de force qui permet de définir les moyens adéquats à la lutte de classes dans l'actualité de chaque conjoncture. Accepter le jeu de la démocratie libérale constitue une attitude contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Aux yeux de Lénine, l'alternative proposée par Kautsky constitue une mystification idéologique de la démocratie sur la base des présupposés libéraux, et représente par là une action contraire à la véritable révolution socialiste, une action littéralement contre-révolutionnaire.

- 24 C'est dans la définition léninienne de la dictature du prolétariat en tant que négation concrète d'un type déterminé de démocratie que Schmitt situe l'achèvement de la formation historico-conceptuelle de la dictature souveraine. Mais si son essai sur la dictature vise l'étude d'un problème jusque là « peu traité de manière systématique dans la théorie générale du droit », celui de l'« exception concrète », l'analyse de la transformation du concept de dictature lui permet également de conceptualiser la souveraineté moderne. Dans l'*incipit* de la *Théologie politique* (1922) nous pouvons en effet lire que : « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle ». Que « le cœur de la forme-État moderne est bien la dictature », c'est un point sur lequel convergent, selon Schmitt, « dans le détail même de leur argumentation » des auteurs si différents

que « des philosophes catholiques de l'État, tels Bonald, Görres et Donoso Cortès », d'un côté, et les bolcheviques, de l'autre. En outre, le juriste allemand est persuadé que même pour les auteurs du droit naturel du XVII^e siècle le problème de la souveraineté était bel et bien celui de la décision sur la situation exceptionnelle. Afin de conjurer la guerre potentielle de tous contre tous, l'État – le souverain – naît, s'affirme et dure en tant que tel, dans la mesure où il opère et rend effective la décision à propos de ce qui relève de l'ordre et de la sécurité publique. C'est dans cette mesure que l'ordre juridique se fonde moins sur une norme (comme pourtant le prétendait Kelsen) que sur une décision. Dans l'État s'accomplit finalement la normalisation d'une situation anormale, celle de l'état de nature qui, selon Hobbes, est la guerre de tous contre tous – la guerre civile. L'expérience historique à partir de laquelle Hobbes conçoit sa théorie est celle des guerres de religion. L'acte fondateur de la science politique moderne réalise ainsi pour Schmitt l'injonction « *Silete theologi in munere alieno* » lancée par Alberico Gentili⁶⁷. Cet acte produit la neutralisation des guerres de religion par une théorie politique prétendant se doter de la même rigueur que les sciences naturelles. Ainsi, Schmitt attribue à Hobbes le noyau de sa propre théorisation du *Jus publicum europaeum*. L'auteur du *Léviathan* devient sous sa plume le « représentant le plus important du type décisionniste » là où la décision souveraine, c'est « la dictature étatique, créant la loi et l'ordre à partir de et au sein de l'insécurité anarchique d'un état de nature pré-et sub-étatique »⁶⁸.

- 25 Dans la deuxième édition de la *Notion du politique*, Schmitt confie à une note de bas de page le « fruit d'un travail de toute une vie » consacré au concept de souveraineté et à l'interprétation de Hobbes. Il s'agit du « cristal de Hobbes » un diagramme avec cinq axes, qui peut se lire tant du haut vers le bas que du bas vers le haut :

Haut : Ouverture sur la transcendance

1 Veritas : Jesus Christus

2 Quis interpretatur ?

3 Autoritas, no veritas facit legem

4 Potestas directa no indirecta

5 Oboedientia et Protectio

Bas, fermeture ; système des besoins⁶⁹

- 26 C'est l'axe médian « *Autoritas non veritas facit legem* » qui constitue la clef de voûte de ce système et qui témoigne de la transformation décisive opérée par Hobbes dans le champ de la science politique. Le principe « *Autoritas non veritas facit legem* » résume en effet la coupure avec la tradition de la philosophie pratique traditionnelle de matrice aristotélicienne, et constitue la marque du nouveau concept du souverain-représentant. Les théorisations du contrat social définissent dès lors un processus – idéologique – s'autorisant de la transformation que Hobbes opère du concept de contrat social hérité par la tradition. Dans les XVI^e et XVII^e chapitres du *Léviathan*, Hobbes élabore le concept moderne de représentation sur la base de l'idée de « personne artificielle »⁷⁰, dont nous allons brièvement rappeler les traits fondamentaux. Dans le XVI^e chapitre nous pouvons lire que l'unité d'une multitude d'individus libres et égaux dans l'état de nature n'est pensable que comme « l'unité du représentant » et jamais comme « l'unité du représenté » (voire du peuple)⁷¹. La transformation de la multitude en peuple n'advient donc qu'à travers l'unité du souverain-représentant. Celui-ci est le véritable produit du pacte social. Selon Hobbes :

La seule façon d'ériger un tel pouvoir commun, qui puisse être capable de défendre les hommes de l'invasion des étrangers, et des torts qu'ils peuvent se faire les uns aux autres, et par là assurer leur sécurité de telle sorte que, par leur propre industrie et par les fruits de la terre, ils puissent se nourrir et vivre satisfaits, est de

rassembler tout leur pouvoir et toute leur force sur un seul homme, ou sur une seule assemblée d'hommes, qui puisse réduire toutes leurs volontés, à la majorité des voix, à une seule volonté ; autant dire, désigner un homme, ou une assemblée d'hommes, pour tenir le rôle de leur personne ; et que chacun reconnaisse comme sien (qu'il reconnaisse être l'auteur de) tout ce que celui qui ainsi tient le rôle de sa personne fera, ou fera faire, dans ces choses qui concernent la paix et la sécurité communes ; que tous, en cela, soumettent leurs volontés d'individu à sa volonté, et leurs jugements à son jugement⁷².

- 27 Le pacte ne concerne plus la convention ou l'accord (« consentir ou s'accorder ») de la part des sujets déjà existants, mais l'acte de production d'« une unité réelle de tous en une seule et même personne ». Cet acte implique à la fois une aliénation de la part de tous les individus de leur « droit naturel à se gouverner » et une autorisation donnée au souverain d'exercer ce droit à leur place. Autrement dit, le pacte n'a plus lieu entre un roi déjà existant et un peuple déjà formé, mais se configure désormais comme une fondation aussi bien du souverain que du peuple. Avant et au-delà du pacte et de son produit (l'État et le pouvoir d'État), il n'y a qu'une multitude dans une situation virtuelle de guerre de tous contre tous. La seule manière d'en sortir⁷³ et de conjurer la guerre, c'est le pacte social produisant le *Léviathan*, le « dieu mortel » :

Par cette autorité, qui lui est donnée par chaque particulier de la République, il a l'usage d'un si grand pouvoir et d'une si grande force rassemblés en lui que, par la terreur qu'ils inspirent, il est à même de façonner les volontés de tous, pour la paix à l'intérieur, et l'aide mutuelle contre les ennemis à l'extérieur⁷⁴.

- 28 Dès lors, le Souverain dispose « de la force et des moyens de tous comme elle le jugera utile pour leur paix et leur commune protection »⁷⁵. Cette définition implique qu'au Souverain – le détenteur du monopole légitime de la force selon Weber – s'oppose tout autre individu seulement en tant que « sujet assujéti » qui ne jouit plus du moindre droit de résistance.
- 29 Dans la lecture de Schmitt, la nature de ce pouvoir est déterminée par ses moyens techniques. « Un État véritable », conforme au concept d'État souverain, doit « se rendre maître des instruments de pouvoir dont il a besoin pour sa domination politique »⁷⁶. Loin de ne « fonder » que l'absolutisme, le despotisme ou le totalitarisme en tant que systèmes radicalement opposés à la démocratie), Hobbes inaugure en réalité la forme politique moderne, un paradigme qui structure aussi « la logique » et la constellation des concepts – tels individu, droits, représentation, volonté générale – à travers lesquels se pensent les démocraties libérales⁷⁷. C'est seulement par le refoulement – à travers le dispositif théorique du pacte – de l'élément dictatorial souverain, qui coïncide avec la nature absolue du pouvoir, que peuvent surgir les oppositions radicales entre démocratie et dictature (ou totalitarisme).
- 30 La force de cette occultation et ses effets idéologiques sur la production « scientifique » nous semblent évidents dans l'entrée « *Diktatur* » du *Lexikon*, signée par Ernst Nolte. S'appuyant sur la définition de l'Encyclopédie, l'historien allemand propose deux acceptions du mot « dictature » qui trouvent toutes les deux leurs origines dans l'histoire romaine. Une première acception positive désigne l'outil juridique au service de la jeune république ; et une seconde, négative, correspond en revanche aux dégénéralisations tyranniques de la période tardive (César et Syllas). Le critère de cette distinction repose sur la présence ou sur l'absence d'une limite temporelle⁷⁸. Ainsi, Nolte refuse la distinction et la genèse conceptuelles proposées par Schmitt, et plus exactement le lien entre dictature et souveraineté. Selon Nolte, la « faiblesse de la position de Schmitt »

consiste à considérer « comme formes paradigmatiques de la dictature souveraine des assemblées constitutionnelles nationales, telle l'assemblée constitutionnelle de la République de Weimar »⁷⁹. Par là, tout en accordant à Marx d'avoir effectivement transformé le concept de dictature en l'attribuant non plus à une seule personne, mais à une classe, et en insistant sur son caractère transitoire, Nolte reproche aux bolchéviques d'avoir provoqué une dégénération du concept. L'erreur de Schmitt consiste à avoir suivi Lénine jusqu'au point d'attribuer à l'assemblée constitutionnelle des fonctions dictatoriales⁸⁰. Ainsi, Nolte occulte la nature absolue du pouvoir engendré par le contrat social moderne et se range idéalement aux côtés de Kautsky. Loin d'être souveraine, la dictature désigne pour lui simplement un pouvoir autoritaire, arbitraire et illimité. L'aboutissement de la transformation de ce concept au cours du XX^e siècle consisterait en ceci, que la dictature ajouterait aux concepts de despotisme ou de tyrannie propres au XVIII^e siècle une dimension supplémentaire : la domination (*Herrschaft*) d'un parti unique.

- 31 L'entrée « Diktatur » prouve que, malgré les efforts de Schmitt, l'occultation concernant le concept de dictature s'est en effet imposée définitivement au cours du XX^e siècle. Si nous revenons alors à la remarque de Traverso sur les transformations du concept de dictature, nous nous apercevons que l'auteur va lui aussi au-delà de la distinction et des définitions schmittiennes. Tout en faisant référence aux expériences historiques des régimes de Mussolini, Hitler, Franco et Staline, Traverso enregistre une transformation ultérieure qui fait de la notion de dictature un synonyme de « régime autoritaire, voire totalitaire, d'oppression et de terreur, en éclipçant la signification qu'elle avait eue pour des siècles »⁸¹. Le stade final de cette transformation serait donc moins la dictature souveraine théorisée par Schmitt que le régime totalitaire (ou autoritaire).
- 32 Mais que faut-il entendre par « totalitarisme » et « régime totalitaire » ? Ces notions sont des véritables inventions de la « guerre civile européenne ». Pour Traverso, le totalitarisme est un concept « à la fois incontournable et inutilisable ». Il est « incontournable » pour la théorie politique et pour l'analyse des dispositifs de pouvoir, mais « inutilisable » pour l'historiographie et pour les sciences sociales qui étudient des expériences historiques concrètes. Si l'origine du terme « *stato totalitario* » date en effet du début des années vingt en Italie où il est d'abord utilisé par les opposants au mouvement et au régime fascistes (Amendola et Sturzo), puis approprié par ses théoriciens comme Giovanni Gentile – co-auteur de l'article « Fascismo » signé par le seul Mussolini dans l'*Enciclopedia italiana* –, la notion de totalitarisme ne connaît son « âge d'or » que pendant la guerre froide, durant laquelle elle constitue une véritable arme discursive. Pourtant, son usage se généralise dans les années trente, à travers des exilés allemands aux États-Unis et des dissidents staliens. Mais, en dépit de sa diffusion, cette notion est caractérisée par un paradoxe. Alors qu'elle vise à saisir les nouveautés représentées par trois expériences historiques – le fascisme italien, le national-socialisme et le stalinisme –, ses formulations théoriques visent principalement à établir des affinités entre le nazisme et le stalinisme. Bien que le fascisme soit la seule expérience qui se veut explicitement *totalitaria*, le régime italien est considéré généralement comme une expression inachevée de ce type de pouvoir. Mais quelles sont les affinités entre les régimes hitlérien et stalinien qui permettent de les assigner au totalitarisme ? La première affinité réside dans « la liquidation de l'État de droit » développé en Europe au cours du XIX^e siècle et de toutes les institutions qui l'avaient défini : la séparation des pouvoirs, le multipartisme, les élections libres, etc. Cette liquidation se manifeste concrètement dans la mise en place d'une terreur arbitraire institutionnalisée, la suppression du pluralisme des partis, et la

monopolisation des organes constitutionnels par un parti unique. La deuxième affinité réside dans le fait que, loin d'impliquer une restauration des anciens pouvoirs absolus ou césariens, la suppression totalitaire de l'État libéral s'inscrit pleinement dans un processus de modernisation. Comme le souligne Furet, ces mouvements s'approprient pleinement l'idée révolutionnaire et visent un ordre nouveau sur la base du dépassement de l'État parlementaire libéral, de ses concepts fondateurs (comme celui d'individu) et de leurs apories⁸². En se penchant sur la manière dont ces affinités ont été étudiées, Traverso dégage deux tendances méthodologiques : une approche fonctionnaliste, visant l'étude de « l'homologie structurelle entre les régimes de Staline et d'Hitler », et une approche « historico-génétique », visant le rattachement de « certaines caractéristiques constitutives des régimes totalitaires à leurs origines et à leur processus de formation »⁸³. Mais ces deux tendances ne viendraient pas à bout d'une aporie insurmontable immanente à cette notion : si « elle peut orienter des analyses sur la structure du pouvoir (...) elle ne dit rien de leur genèse, ni de leur histoire ». C'est dans cette mesure que, selon Traverso, elle se révèle « insuffisante pour déchiffrer les énigmes d'un siècle si souvent placé sous son nom »⁸⁴.

- 33 Or si nous nous demandons quelles sont les raisons de l'affirmation et de la diffusion de la notion de totalitarisme, nous devons les reconduire en dernière instance à une dimension politique. Sur la base des théorisations des années 30 et 40 visant à montrer les affinités entre les régimes d'Hitler et de Staline, le président Harry Truman utilise la notion de totalitarisme dans son discours devant le Congrès du 12 mars 1947. Par « totalitarisme », le successeur de Roosevelt entend le nouvel ennemi contre lequel doit se déployer la politique étrangère des États-Unis dans l'après-guerre. C'est dans ce discours que nous retrouvons la mise en place de l'opposition radicale entre démocratie et dictature en tant que régimes incompatibles, et la réduction de la dictature au totalitarisme, une distinction destinée à s'imposer définitivement dans la conception occidentale du monde. Selon Truman, « presque toutes les nations se trouvent placées devant le choix entre deux modes de vie », le premier correspondant à la démocratie occidentale et trouvant son fondement « sur la volonté de la majorité ». Ses traits fondamentaux « sont des institutions libres, des gouvernements représentatifs, des élections libres, des garanties pour la liberté individuelle, la liberté d'expression et de religion, et pour être libre de toute oppression politique ». À ce mode de vie s'oppose radicalement celui des régimes totalitaires, qui est en revanche « basé sur la volonté d'une minorité imposée à la majorité », et qui s'appuie « sur la terreur et l'oppression, sur une radio et une presse contrôlées, sur des élections dirigées et sur la suppression de la liberté individuelle »⁸⁵. Ce discours produit une « transformation majeure » par laquelle la notion de totalitarisme va remplir « une fonction apologétique de l'ordre occidental »⁸⁶. À la fin de la guerre civile européenne, l'Occident sous l'hégémonie des États-Unis d'Amérique se veut en effet le porteur des droits de l'homme : la forme constitutionnelle de la démocratie libérale et représentative devient dans le discours dominant la forme la plus avancée de la réalisation de ces droits et de ces valeurs, ainsi que de leur progrès dans l'histoire. Toutes les autres expériences politiques sont qualifiées d'« arriérées », « barbares », « anti-humaines », « totalitaires » ou « terroristes ». En outre, une fois éliminé le National-socialisme, le totalitarisme n'est incarné que par l'URSS qui devient ainsi le véritable contre-modèle de la démocratie, « l'empire du mal », le royaume de la terreur et de l'oppression. Cette opposition soutient *grosso modo* la lutte hégémonique de la guerre froide (du moins jusqu'à la mort de Staline) et constitue la matrice d'un paradigme

idéologique anti-communiste et pro-occidental qui n'a toujours pas fini de produire ses effets.

Résurgence de l'idéologie juridique : le XXII^e Congrès du PCF

- 34 Il faut maintenant interroger le fonctionnement du dispositif d'occultation du pouvoir étatique absolu propre à la démocratie moderne à partir du concept de dictature souveraine. Une des manifestations les plus emblématiques de la force idéologique du refoulement de la dictature souveraine est sans doute représentée par la discussion dans le Parti communiste français lors du Congrès de 1976, qui aboutit à l'abandon officiel de la notion de dictature du prolétariat. Nous pouvons lire dans le rapport du Comité central une considération très proche de celle de Traverso :

La dictature évoque automatiquement les régimes fascistes d'Hitler, Mussolini, Salazar et Franco, c'est-à-dire la négation même de la démocratie. Ce n'est pas ce que nous voulons. Quant au prolétariat, il évoque aujourd'hui le noyau ; le cœur de la classe ouvrière. Si son rôle est essentiel, il ne représente pas la totalité de celle-ci, et à plus forte raison l'ensemble des travailleurs dont le pouvoir socialiste que nous envisageons sera l'émanation. Il est donc évident que l'on ne peut qualifier de dictature du prolétariat ce que nous proposons aux travailleurs, à notre peuple⁸⁷.

- 35 Suivant ce rapport, la dictature « évoque automatiquement » les régimes fascistes ou autoritaires. L'absence d'une référence explicite à l'URSS de Staline ne doit cependant pas tromper. Si elle explique l'absence dans ce passage du terme « totalitarisme » (remplacé en l'occurrence par le seul « fascisme »), cette expérience est pourtant bien présente dans l'esprit des militants. Dans cette décision d'abandonner la notion de dictature du prolétariat nous repérons d'emblée une confirmation importante de la transformation définitive subie par le concept de dictature. La dictature désigne désormais un régime autoritaire, une forme de gouvernement s'opposant radicalement à la démocratie. Il s'agit d'une confirmation d'autant plus importante de la force de ce dispositif idéologique que ce sont les héritiers de Lénine qui en deviennent les porteurs, en s'appropriant ainsi les présupposés théoriques « monstrueux » du « renégat » Kautsky. Mais la véritable question qui s'impose porte en réalité sur la possibilité de défendre la dictature du prolétariat, et sur les raisons éventuelles d'une telle défense.
- 36 C'est à ces deux questions que Balibar essaie de répondre dans son livre *Sur la dictature du prolétariat*. La stratégie argumentative déployée dans ce texte est explicitement léninienne. Tout comme Lénine s'était attaqué à la formulation théorique de l'alternative entre démocratie et dictature formulée par Kautsky, Balibar s'attaque à sa formulation par les dirigeants du PCF. Selon lui, les termes dans lesquels le Comité central pose la question contiennent déjà la réponse qui devrait émerger du débat. La discussion est par conséquent faussée, dans la mesure où la manière dont la question a été posée dissimule le véritable cœur du problème. Dès lors, une analyse critique des présupposés historiques et théoriques de cette formulation s'impose pour élucider les enjeux véritables de l'abandon de la dictature du prolétariat. Selon Balibar, l'argumentation du XXII^e Congrès est ainsi « commandée par trois idées qui ne datent nullement » des années soixante-dix.

Premièrement, l'idée que la dictature du prolétariat est, dans ses traits essentiels, identique à la voie suivie en Union Soviétique. Deuxièmement, l'idée que la dictature du prolétariat représente un « régime politique » particulier, un ensemble d'institutions qui assurent – ou non – le pouvoir politique de la classe ouvrière.

Enfin, et c'est le point décisif sur le plan théorique, précisément l'idée que la dictature du prolétariat est un moyen ou une « voie de passage » au socialisme.⁸⁸..

- 37 Sur la base de ce triple constat Balibar s'efforce de montrer que ces trois idées simples, même si elles procèdent de causes historiques réelles, ne sont pas pour autant moins inexactes en elles-mêmes. Le premier présupposé réside dans l'identification de la dictature du prolétariat avec la construction de l'appareil étatique soviétique. Le deuxième consiste dans la conception de la dictature du prolétariat comme une forme de pouvoir parmi d'autres. Le troisième réside dans l'interprétation de la dictature du prolétariat comme un moyen pour réaliser le socialisme au sens de la socialisation des moyens de production (socialisme et non communisme, c'est-à-dire une société sans classes par-delà la forme-État). Mais, pour être réellement (et efficacement) léninienne, la stratégie argumentative de Balibar doit pourtant être anti-stalinienne. Balibar critique ainsi la décision de Staline en 1936 d'abandonner la dictature du prolétariat puisque « les antagonismes de classe » auraient « disparu » en URSS. Dans cette décision se révèle l'essence de ce que Balibar appelle la « déviation stalinienne », à savoir l'abandon de l'orientation théorique propre à Engels, Marx et Lénine au sujet de l'État : Staline abandonne le but de briser la machine-État et théorise le socialisme dans un seul État. Il ne s'agit point d'un aspect marginal, car pour les fondateurs du matérialisme scientifique le dépérissement de l'État était la condition essentielle pour la réalisation du communisme⁸⁹.
- 38 C'est en s'interrogeant sur la nature du pouvoir d'État que Balibar reprend la définition de Lénine selon laquelle : « La dictature est le pouvoir absolu, au-dessus de toute loi ». Comme nous l'avons vu, ce pouvoir absolu trouve sa forme paradigmatique dans le pouvoir souverain, et son illustration mythique dans le *Léviathan* de Thomas Hobbes. Analyser la nature du pouvoir étatique signifie alors se mesurer au concept d'État souverain, à sa logique, aux artifices de sa genèse et à ses apories que nous avons résumé dans la section précédente. C'est à partir du chapitre du livre de Balibar intitulé « Marxisme et idéologie juridique bourgeoise » que nous pouvons en revanche interroger un autre aspect de ce dispositif idéologique d'occultation du pouvoir étatique. En reprenant l'article d'Althusser sur les Appareils Idéologiques d'État (AIE) de 1970⁹⁰, Balibar définit l'idéologie juridique comme un facteur « consubstantiel » au fonctionnement de l'État de droit⁹¹. L'idéologie influence les travailleurs eux-mêmes qui ne sont pas « vaccinés » contre son « inculcation » par toutes les pratiques à l'œuvre dans les AIE. Ainsi, « développer l'analyse de l'État, du point de vue prolétarien de la lutte des classes c'est donc en même temps critiquer sa représentation juridique bourgeoise constamment résurgente »⁹². C'est précisément cette *résurgence* qui révèle la dimension éminemment idéologique du dispositif que nous essayons d'élucider. Balibar insiste sur le fait que l'idéologie juridique renvoie au droit, mais que tout en étant indispensable à son fonctionnement, elle ne coïncide pas avec le droit lui-même. Le droit est ici considéré comme un système de règles, voire de contraintes matérielles, auxquelles se trouvent soumis (assujettis) les individus-citoyens. Selon Balibar, « l'idéologie juridique interprète et justifie cette contrainte, en la présentant comme une nécessité naturelle inscrite dans la nature humaine et dans les besoins de la société »⁹³. Elle mystifie le conflit entre les classes « car le droit assure la perpétuation de rapports de classes en codifiant et en faisant respecter les règles qui ne s'adressent qu'aux individus "libres" et "égaux" ». Selon l'idéologie juridique, le fondement de l'ordre social ne réside pas dans les classes, mais dans les individus « auxquels le droit s'adresse ». L'idéologie juridique naturalise en

définitive le binôme État-Individus tout en occultant le conflit entre les classes porteuses d'intérêts antagoniques et le pouvoir absolu de l'État. Au cœur de ce dispositif nous trouvons la représentation des volontés individuelles par la personne ou par l'organe « autorisé » qui est censé les exprimer, c'est-à-dire le Souverain.

- 39 Comme le rappelle Balibar, Lénine avait dénoncé cette vision idéalisée du droit à partir de la nature violente d'un pouvoir qui est « au-dessus des lois ». Il avait plus précisément distingué entre droit et pouvoir : « Tout État impose son pouvoir à la société par l'intermédiaire d'un droit, et (...) pour cette raison même, le droit ne peut jamais être le fondement de ce pouvoir »⁹⁴. En revanche, l'idéologie juridique bourgeoise présente l'État comme « la sphère, l'organisation des intérêts publics, et de la puissance publique, par opposition aux intérêts privés ». Cette distinction entre public et privé se révèle capitale dans la mesure où elle constitue « le moyen » par lequel l'État peut à la fois subordonner tous les individus aux intérêts de la classe dominante (tout en présentant ces intérêts comme universels ou généraux), et laisser intactes les libertés « privées » : « vendre », « acheter », « entreprendre », jusqu'à la liberté... de forcer les prolétaires à « vendre leur force de travail sur le marché »⁹⁵. L'idéologie s'efforce de persuader, souvent avec succès, que « la source du droit est le droit lui-même ». Par ailleurs, c'est seulement sur la base de cette idée que la dictature et la démocratie s'opposent de manière absolue : la démocratie devient « l'affirmation du droit, de la légitimité juridique » tandis que la dictature n'est que « la négation de ce même droit »⁹⁶.
- 40 Nous avons déjà vu que la définition proposée par Lénine et Trotski de la dictature du prolétariat comme négation de la démocratie bourgeoise ou libérale, contribue à mettre en évidence deux facteurs décisifs de la transformation du concept – deux facteurs que Schmitt a lui aussi indiqués dans sa définition de la dictature souveraine : l'idée d'un pouvoir souverain (absolu) et celle d'une transition vers un ordre nouveau. À ce propos, nous ne suivons que partiellement les considérations d'E. Traverso sur l'essai de Trotski *Terrorisme et Communisme* (1920). À nos yeux, cet essai représente moins une anticipation qu'une composante essentielle du problème que Schmitt vise à élucider d'un point de vue juridique⁹⁷. Dans l'avant-propos de *La Dictature*, le juriste allemand dénonce « une confusion générale qui s'est introduite dans les esprits » et présente comme but de son analyse l'éclaircissement « des rapports systématiques d'un concept central de la théorie de l'État et de la Constitution »⁹⁸. Il attribue une des causes de cette confusion à l'occultation de l'idée de transition par la littérature bourgeoise ou libérale, laquelle, à l'instar de Kautsky, définit la dictature par la suppression de la démocratie et l'assimile ainsi à n'importe quelle forme de césarisme ou de despotisme. Les critiques que Trotski adresse à Kautsky dans le paragraphe « Métaphysique de la démocratie » de *Terrorisme et Communisme* permettent de mieux comprendre la résurgence de l'idéologie bourgeoise dans le camp socialiste dont parle Balibar. Selon Trotski, Kautsky reconnaissant le principe démocratique comme absolu et intangible renie la dialectique matérialiste et régresse au point de vue du droit naturel et de la philosophie normative. Le déni par Kautsky des échecs historiques de l'Assemblée nationale et de la démocratie libérale empêchent de tirer la seule conclusion juste, à savoir que la guerre impérialiste scelle la fin de l'émancipation ouvrière dans le cadre de la démocratie bourgeoise et parlementaire. L'idéalisation kautskyenne des formes juridiques libérales méconnaît que la démocratie formelle n'est pas un concept du socialisme scientifique, mais de la théorie du droit naturel. Selon cette théorie, il y a des normes juridiques « éternelles et invariables qui trouvent aux différentes époques et chez les différents peuples des

expressions plus ou moins restreintes et déformées ». Selon Trotski, le principe en vertu duquel « tous les hommes sont égaux devant la loi, quels que soient leurs origines, leurs biens et le rôle qu'ils remplissent et [...] ont tous un droit égal à décider par leur suffrage des destinées du peuple » a certainement eu un effet révolutionnaire dans la conscience des masses dans l'histoire, car elle a contribué à la lutte contre « l'absolutisme, les privilèges aristocratiques, le suffrage censitaire ». Cependant elle a désormais épuisé sa force émancipatrice : « Plus on avançait, plus elle endormait la conscience des masses, plus elle légalisait l'esclavage et l'humiliation ». La doctrine des droits de l'homme joue désormais un rôle conservateur, soutenant la reproduction de l'État bourgeois par la dénégation de l'exploitation capitaliste. Parmi ses effets, il y a la conjuration de toute révolte contre l'ordre établi sous l'égide du droit universel. Ainsi, Trotski pose une question décisive concernant la force idéologique de la théorie jursocialiste dans le suffrage universel : « Comment, en effet, se révolter contre l'asservissement si chacun a une voix égale pour déterminer les destinations du peuple ? »⁹⁹.

41 Nous pouvons reformuler cette question de la manière suivante : comment pouvons-nous nous révolter contre un pouvoir que nous autorisons nous-mêmes à agir, et à nous gouverner, en notre nom ? Ou encore : comment pouvons-nous nous révolter contre un pouvoir qui nous rend libres et que nous contribuons à constituer ? Cette reformulation montre la persistance du dispositif idéologique qui occulte la présence de la dictature comme pouvoir absolu et/ou souverain dans l'idée moderne de démocratie. Cette question renvoie directement au problème dont Rousseau cherchait la solution dans le *Contrat social*, à savoir « trouver une forme d'association qui défend et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant »¹⁰⁰. La théorisation de Rousseau s'avère décisive pour notre recherche, parce qu'elle peut être lue comme une intériorisation du dispositif idéologique dont il est ici question. C'est l'un des aspects que met en évidence *Sur le contrat social*, un article qu'Althusser publie en 1967 dans les *Cahiers pour l'analyse* et qui étudie le fonctionnement théorique de l'objet Contrat-Social, c'est-à-dire de l'objet philosophique construit par Rousseau¹⁰¹. Dans cet article Althusser veut cerner la manière dont Rousseau intervient philosophiquement « sur le Droit existant par l'intermédiaire de l'un de ses concepts réels (sanctionnant une pratique réelle), le contrat ». Le fonctionnement théorique de l'objet Contrat-Social se laisserait comprendre comme un jeu de décalages : un effet domino déclenché par un premier écart théorique s'inscrivant dans la formulation initiale de son problème spécifique, et par sa dénégation. Ainsi, selon Althusser : « le Contrat social a pour fonction immédiate de masquer le jeu de ce décalage qui seul permet son fonctionnement »¹⁰².

42 Le premier écart théorique concerne la manière singulière dont Rousseau s'approprie le concept de contrat qui est la figure centrale des théories du droit naturel. L'essentiel de cette appropriation consiste dans la définition de l'acte que Rousseau met en scène pour s'opposer à Hobbes. Selon Althusser, Rousseau reprend « apparemment » la solution traditionnelle. En réalité, il ne s'agit plus chez lui d'un contrat entre des sujets de droit qui préexistent au contrat, comme le voulait la tradition, mais des « deux Parties Prenantes » dont l'une serait en réalité *produite* par le contrat. Ainsi, les individus prenant parti au contrat n'échangent plus une partie de leurs droits, mais ils finissent par « tout donner ». C'est pourquoi « sous le concept juridique de contrat, nous avons affaire à un contrat exceptionnel », différent de tout autre contrat¹⁰³. Ce statut exceptionnel s'explique par le fait que Rousseau part en réalité du même présupposé théorique que

Hobbes, c'est-à-dire : « l'état de guerre comme état universel et perpétuel ». Tout comme dans *Le Léviathan*, le *Contrat social* conceptualise l'union d'une multitude d'individus isolés formant ce qu'Althusser désigne comme « Première Partie Prenante ». Dès lors, le contrat social de Rousseau décrit, tout comme le pacte hobbesien, un dispositif « d'aliénation totale, générateur du pouvoir absolu comme essence de tout pouvoir »¹⁰⁴.

- 43 C'est précisément l'interprétation de l'état de guerre comme « aliénation » qui permet à Althusser de dévoiler le jeu de décalages mis en scène par Rousseau. Car c'est par rapport à cet état d'aliénation totale que le contrat trouve une solution par un acte impliquant à son tour « une aliénation totale ». La première aliénation totale – qui consiste dans l'état de guerre et qui n'est pas désignée comme telle par Rousseau – est « inconsciente et involontaire » ; la seconde – qui est nommée comme telle par Rousseau, est en revanche « consciente et volontaire »¹⁰⁵. C'est pourquoi ce contrat est non seulement « exceptionnel », mais aussi « paradoxal ». Son paradoxe tient au fait que « l'aliénation totale est la solution à l'état de l'aliénation totale ». Si dans le contrat mis en scène par Rousseau la Première Partie Prenante est constituée par les individus pris un par un (les individus pensés dans leur isolement ou dans leur autonomie inconditionnée), la Seconde est en revanche représentée par la communauté, formée par l'union de ces mêmes individus et de leurs forces. Si la Première Partie Prenante (les individus) préexiste au contrat, la Seconde (la communauté) en est le produit. Sur cette base, Althusser peut affirmer que « le Contrat-Social n'est pas un contrat, mais l'acte de constitution de la Seconde Partie Prenante pour un contrat possible qui n'est plus le contrat originaire »¹⁰⁶.
- 44 C'est donc par la nature de cet acte que Rousseau vise à s'opposer à Hobbes. Il s'agit en effet d'une réponse alternative au problème que les deux théoriciens partagent. En partant de l'aliénation, l'auteur du *Léviathan* avait conçu le pacte comme la production d'une « troisième Partie Prenante » : le souverain détenteur du pouvoir absolu engendré par l'aliénation totale. Mais Rousseau se montre selon Althusser « plus hobbesien que Hobbes », à cause de son traitement de la « Seconde Partie Prenante » : Jean-Jacques finit par reprendre toutes les thèses « scandaleuses » de l'auteur du *Léviathan* en les convertissant « dans le sens nouveau que leur confère l'intériorité de l'aliénation »¹⁰⁷. Ainsi, Rousseau trouve une solution *apparente* aux problèmes ouverts par Hobbes, portant sur le contrôle du souverain et sur l'extériorité à la société de sa condition d'existence). Solution apparente, car, si elle rend superflu « le troisième homme », sa solution se révèle également aporétique dans la mesure où, au lieu de les résoudre, elle *refoule* les problèmes, en déclenchant d'autres décalages. Mais tout le processus commence, selon Althusser, par ce premier écart théorique « intérieur aux éléments du contrat : entre le statut théorique de la P.P.1 [Partie Prenante 1] et de P. P. 2 ». Selon Althusser, Rousseau « *masque* » cet écart, « il le traite par dénégation : appelant P.P.1 du nom de P.P.2 et P.P.2 du nom de P.P.1. ». Et cette dénégation est pour Althusser à proprement parler un « refoulement ». Pour comprendre l'objet et le fonctionnement de ce refoulement nous devons revenir à la nature de la Première Partie Prenante c'est-à-dire aux individus existants, qui sont pensés suivant le concept moderne d'individu. Les individus sont considérés comme des sujets autonomes dotés de forces et de liberté. Parmi ces forces, on doit compter, dans le sillage de Marx, tant des forces physiques que des forces intellectuelles-morales. Dès lors, la solution du problème posé sous la forme du Contrat-Social est « à chercher dans une “forme d'association” particulière qui assure l’“union” des “forces” des individus, sans nuire aux instruments de leur conservation : leurs forces (y compris leurs biens) et leur liberté » qui constituent l'intérêt particulier de chacun.

Leur union doit créer « une force capable de “surmonter” les obstacles sur lesquels achoppent les forces de chaque individu » et instaurer « de nouveaux rapports entre les forces existantes ». Il s'agit de changer la « manière d'être des hommes » par la création d'une force unissant leurs forces respectives contre leur tendance à s'opposer les uns aux autres. Mais un tel pouvoir doit être absolu, c'est-à-dire inconditionné ; aucun des hommes pris singulièrement ne doit par conséquent pouvoir s'y opposer. C'est à partir de ce pouvoir inconditionné visant la transformation de la volonté individuelle que nous pouvons parler d'une « intériorisation » du dispositif idéologique.

- 45 Mais quels intérêts auraient les individus à créer cette force ? La réponse à cette question vient de ce qu'Althusser nomme le Décalage II. Si le Décalage I concerne la différence de statut théorique entre P.P.1 et P.P.2 et l'occultation du fait que le contrat n'est pas un véritable contrat d'échange, le Décalage II, tout en déniait le contenu réel (l'écart) du Décalage I, le fait pourtant fonctionner comme s'il était un vrai contrat produisant (et proposant) « un échange avantageux » pour les individus qui y prennent partie. Si le mobile des individus est bien leur intérêt particulier-égoïste, à travers le contrat ils reconnaissent l'égalité comme la clause formelle permettant de réaliser un intérêt commun. C'est dans ce « fond » commun que leurs intérêts particuliers coïncident et se manifestent comme intérêt général. Selon Althusser : « Le mécanisme de l'aliénation totale impose à la “préférence de soi”, à l'intérêt particulier une transformation qui aboutit, dans un même mouvement, à la production de l'intérêt général (ou volonté générale) ». Avec le Décalage II il s'agit alors de montrer que l'aliénation totale présente des « avantages » pour chaque individu et qu'elle correspond à l'intérêt particulier de chacun. Cet avantage commun donne le jour à l'intérêt général.
- 46 C'est ici que se déclenche un troisième Décalage portant cette fois-ci sur la généralité et la particularité. L'intérêt particulier est à l'origine de l'intérêt général (l'acceptation de l'aliénation totale comme échange avantageux), mais il lui est en même temps toujours opposé. Rousseau traite ici d'un intérêt particulier qui s'exprime dans l'isolement de l'individu, et d'un autre intérêt particulier qui est en revanche influencé par les groupes sociaux (les ordres, les classes etc.). Cet autre intérêt particulier constitue un obstacle qu'il faut conjurer car les intérêts des groupes sociaux peuvent briser l'unité de l'État et reproduire l'état de guerre. En même temps, c'est ici que nous comprenons l'entreprise historique de la bourgeoisie qui a réussi à dominer l'intérêt général. Althusser s'appuie ici sur la dialectique entre intérêt particulier et intérêt général dont Marx et Engels parlent dans *l'Idéologie allemande* : toute « classe doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général ». La prétention universelle du droit libéral (ou bourgeois) se fonde justement sur cette hégémonie de l'intérêt général de la part de la classe dominante. Selon Marx et Engels, le combat pratique des intérêts particuliers « qui constamment se heurtent réellement aux intérêts collectifs et illusoirement collectifs, rend nécessaire l'intervention pratique et le refoulement par l'intérêt général sous la forme d'État. »¹⁰⁸ D'ici découle l'importance de l'État dans le dispositif de la domination bourgeoise. Suivant cette ligne théorico-politique, Althusser souligne que la conjuration du deuxième intérêt particulier dans l'enchaînement de décalages se fonde sur une dénégation des groupes sociaux qui ne peut être simplement théorique, mais qui doit s'inscrire dans une pratique réelle. C'est ainsi que se déclenche le dernier décalage, le Décalage IV, qui est par conséquent « tout pratique »¹⁰⁹. Il s'agit en effet d'un écart « de la théorie par rapport au réel dans son effet ». Un décalage qui aboutit à « deux pratiques toutes les deux impossibles » et qui

conduit par conséquent à « “l'échec” admirable d'une théorie sans précédent »¹¹⁰. Ces deux solutions impossibles sont « la fuite en avant dans l'idéologie » et « la régression dans l'économie ». Elles se présentent comme des solutions fournies au problème de la dénégation de l'existence des classes ou des groupes sociaux et de leurs intérêts collectifs. Par « fuite en avant dans l'idéologie », Althusser entend toutes les figures pensées par Rousseau pour « protéger » la volonté particulière contre la contamination venant de l'action de l'intérêt de groupes : le Législateur, le Censeur et la Religion civile. Ces figures s'avèrent en dernière instance aporétiques parce qu'elles ne garantissent aucunement la possibilité d'accomplir leur tâche. La « régression dans l'économie » désigne en revanche toutes les lois proscrivant les effets de l'inégalité économique. Ces mesures trouvent leur critère ultime dans la maxime selon laquelle « nul ne soit opulent pour en acheter un autre, et nul soit assez pauvre pour être contraint à se vendre ». Afin de supprimer l'action des groupes sociaux, Rousseau aurait enfin proposé de revenir à la figure du petit producteur indépendant, bien que celle-ci soit en train de disparaître avec le mode de production féodal. L'échec de la double solution du problème du Décalage IV révèle en définitive les limites historiques et philosophiques de Rousseau. Sa limite historique réside dans sa méprise à propos du caractère irréversible d'un processus qui donnera au nouveau droit – le droit bourgeois s'opposant au droit féodal – sa consolidation réelle, à savoir la domination d'un nouveau mode de production instaurant et reproduisant « de nouveaux rapports d'échange et de production à l'intérieur de formations sociales »¹¹¹. Sa limite philosophique consiste en revanche à croire en « l'existence de l'intérêt général comme fondement de toute société », intérêt dont il n'était pas en mesure de saisir la nature idéologique.

- 47 C'est en s'appuyant sur Marx et Lénine qu'Althusser cerne la singularité de ce nouveau droit bourgeois dans sa fonction de régler et sanctionner des pratiques économiques précises : l'échange, la vente et l'achat des marchandises reposant sur le droit de propriété et les catégories juridiques qui en découlent (personnalité, liberté, égalité, obligation dans le régime juridique) : des aspects que nous avons déjà rencontrés dans l'analyse de Balibar. Pour Althusser, les prétentions à l'universalité et à la formalité du droit ne sont possibles que « sous condition que le droit soit abstrait »¹¹². Par conséquent, l'abstraction de tout contenu réel du droit est la condition concrète de son « efficacité » normative. La prétention à l'universalité du droit occulte l'exploitation et la violence du pouvoir exercé par une classe contre une autre. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que l'opérateur de cette abstraction est le concept moderne d'individu. Dans ces passages Althusser se réfère implicitement à l'Introduction de 1857 où Marx avait qualifié de « robinsonnades » les théorisations de l'État de nature par Smith et Ricardo¹¹³. L'auteur du *Capital* voyait dans ces théorisations de l'état de nature et dans leurs conceptions de l'individu une anticipation de la « société bourgeoise » qui « se préparait depuis le XVI^e siècle et qui, au XVIII^e marchait à pas de géant vers sa maturité »¹¹⁴. « Dans cette société où règne la libre concurrence, l'individu apparaît détaché des liens naturels »¹¹⁵. Cet individu naît historiquement d'une part de « la décomposition des formes de société féodale » et « d'autre part des forces de production nouvelles qui se sont développées depuis le XVI^e siècle » ; ainsi, il n'est pas considéré dans sa réalité, mais « comme un idéal qui aurait existé dans le passé ». Ces auteurs « voient en lui non un aboutissement historique, mais le point de départ de l'histoire, parce qu'ils considèrent cet individu (...) comme une donnée de la nature »¹¹⁶. Mais ce concept d'individu constitue aussi le fondement théorique du dispositif du contrat chez Hobbes et Rousseau. Selon l'histoire conceptuelle développée par Otto Brunner, à l'époque pré-moderne le fondement de la

structure sociale et politique constitutionnelle était moins la présence d'individus dotés d'une valeur et d'une signification autonomes, que la coexistence d'ordres corporatifs ou seigneuriaux dans lesquels l'homme concret était inéluctablement inscrit. Sa participation à la vie de la communauté politique s'effectuait en fonction du statut découlant de l'appartenance à ces ordres. Ces ordres différaient des simples « corps intermédiaires » parce que cette notion implique la présence de deux pôles extrêmes – l'État et l'individu – qui n'existaient pas en tant que tels dans ce contexte. Ces deux pôles naissent simultanément au sein d'une dynamique qui conduit à la dissolution des anciens ordres. Cette dynamique constitue le processus de construction de l'État moderne : les théories du droit naturel y jouent un rôle décisif, car elles donnent au pouvoir du prince la légitimité nécessaire pour réaliser cette entreprise de dissolution de l'ancien monde¹¹⁷.

48 Le concept moderne d'individu est pensé par l'abstraction de tout contenu réel et de toute différence interindividuelle : appartenance à une classe, à un ordre etc. Cette abstraction joue un rôle décisif tant dans la définition qu'Althusser donne de l'idéologie, que dans le processus de formation de la catégorie de sujet. La théorie de l'idéologie d'Althusser entreprend – dans le sillage de Marx, qui écrivait dans les *Grundrisse* qu'« une société n'est pas composée par des individus » –, une critique de l'idée selon laquelle l'homme libre est « sujet de ses actes et de ses pensées » car il est d'abord et en dernière instance simplement « homme libre de posséder, de vendre et d'acheter ». À la base de l'analyse il ne peut pas y avoir d'individus libres, mais une situation économique donnée dans laquelle les sujets sont inscrits et dont ils sont les porteurs (*Träger*).

49 D'un point de vue philosophique, les cibles polémiques de l'anti-humanisme de Marx sont selon Althusser « conjointement les philosophies de la société et de l'histoire existantes et la tradition philosophique classique, et à travers elles toute l'idéologie bourgeoise »¹¹⁸. Au cœur de cette polémique nous retrouvons l'abstraction produisant le concept moderne d'individu, et donc l'aliénation du sujet concret. Selon la leçon de Feuerbach, la philosophie humaniste repose :

Sur l'identité d'essence entre le sujet et l'objet et cette identité s'explique par la toute-puissance de l'essence de l'homme à se projeter dans la réalisation de soi que sont ses objets, et dans l'aliénation qui sépare l'objet du sujet, rend l'objet extérieur au sujet, le réifie et renverse le rapport d'essence, puisque, scandaleusement, le sujet se voit dominé par lui-même, sous la forme d'un objet, dieu ou État, qui n'est pourtant que lui¹¹⁹.

50 C'est ce côté du problème qui fait l'objet de la critique de l'idéologie juridique : cette idéologie s'affirme historiquement comme support de la domination du système de production capitaliste (un concept absent chez Feuerbach et qui trouve sa conceptualisation définitive chez Marx).

51 Dans *Sur la reproduction*, Althusser rappelle que c'est avec « l'avènement de l'idéologie bourgeoise », et « avant tout avec l'avènement de l'idéologie juridique », que s'affirme la catégorie de sujet. L'idéologie juridique « emprunte la catégorie juridique de “sujet de droit” pour en faire une notion idéologique » exprimant que « l'homme est par nature un sujet »¹²⁰. Althusser propose ensuite deux thèses, l'une négative, et l'autre positive, pour présenter sa conception de la structure et le fonctionnement de l'idéologie : « La première porte sur l'objet “représenté” sous la forme imaginaire de l'idéologie, la seconde sur la matérialité de l'idéologie ». La première thèse est que « l'idéologie représente le rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence ». Et par « individus » Althusser entend ici les hommes en général, c'est-à-dire les hommes produits dans la

pensée par abstraction. La deuxième est que « l'idéologie a une existence matérielle »¹²¹ dans la mesure où les individus concrets (ou sujets) sont toujours déjà insérés dans des pratiques (ou rituels). Nous avons vu que le pacte ou contrat social transforme les individus – qui en tant que tels n'existent que sous la forme de leur concept – en sujets assujettis au pouvoir souverain absolu. Ce pouvoir peut être détenu par un tiers (la solution hobbesienne) ou alors être intériorisé (la solution rousseauiste). Dans les deux cas, la nature aliénante de ce pouvoir est occultée, les sujets-concrets se trouvant pris dans un dispositif idéologique qui les fait « marcher tout seul » en tant qu'assujettis au nom de leur égalité et liberté. Outre l'existence d'un appareil répressif fonctionnant réellement (droit pénal), est aussi à l'œuvre l'action d'un jeu combiné entre idéologie juridique et idéologie morale en tant que supplément. L'effet de ce supplément est l'efficacité du droit agissant « sans intervention directe du détachement de l'appareil répressif d'État spécialisé dans la réalisation pratique (physionomie violente) des sanctions inscrites dans le Code Pénal, et prononcées, “dans des formes”, par les Tribunaux “compétents” »¹²². Cette efficacité indirecte illustre la matérialité de la dimension idéologique spécifique au droit. En même temps, son efficacité s'articule à l'occultation de la nature de ce pouvoir absolu constitué par la dictature et la décision souveraines, un pouvoir qui régit l'État en tant que tel, quelle que soit la forme de gouvernement. Selon Althusser, « l'État est cette machine qui transforme la violence en pouvoir », et plus précisément cette machine qui transforme « les rapports de force de la lutte des classes en rapports juridiques réglés en lois »¹²³.

Conclusion

- 52 Dans *La soutenance d'Amiens*, parlant de son projet de thèse « Politique et philosophie au XVIII^e siècle français », Althusser présente cette recherche comme un détour propédeutique nécessaire pour l'intelligence et l'existence de la philosophie de Marx. C'est à partir de cette philosophie qu'il faut comprendre la critique du formalisme juridique et le dépassement de la catégorie moderne d'individu qu'Althusser essaie de poursuivre sous le mot d'ordre de l'« anti-humanisme ». Si le matérialisme historique définit l'horizon éthico-politique du philosophe français, la justification d'un détour par la philosophie du XVIII^e siècle lui permet en l'occurrence de souligner la nature littéralement polémique qu'il attribue à l'activité philosophique. Pour ce faire, il emprunte à Kant l'image du *Kampfplatz*. Mais, à la différence du philosophe de Königsberg qui voulait pacifier avec sa philosophie critique les batailles infinies de la métaphysique, Althusser conçoit cette bataille, dans le sillage de Lénine, comme une manifestation de l'irréductible antagonisme des classes – l'élément définissant en dernière instance tout ce qui relève de la politique à l'époque de la domination bourgeoise. Cependant, la bataille des philosophes concerne moins leurs conceptions ou leurs positionnements explicitement politiques que « l'hégémonie idéologique de la classe dominante », c'est-à-dire leurs idéologies pratiques opérant sous la forme des « conceptions du monde ». Dès lors, les positionnements possibles pour les intellectuels (non seulement) communistes sont les suivants : constituer, renforcer et défendre, ou alors *combattre* l'idéologie dominante. Il va de soi qu'Althusser a choisi combat, un combat qu'il veut à la fois intellectuel, politique, philosophique et idéologique, suivant les mots d'ordre et l'exemple de Lénine.
- 53 C'est pour caractériser la bataille des philosophes qu'Althusser évoque « l'extraordinaire conception hobbesienne de la guerre comme état généralisé ». Le philosophe anglais

revient toujours sous la plume d'Althusser associé à des adjectifs tels qu'«exceptionnel» ou «extraordinaire». Ce statut exceptionnel relève de la reconnaissance présente chez Hobbes de quelque chose d'incontournable pour la pensée moderne : la genèse de concepts comme « État » et « individu » qui structurent notre façon d'apprendre le monde social et politique. Nous l'avons vu : chez Hobbes, la naissance de ces concepts est liée à l'exorcisation de la guerre civile religieuse. Mais la guerre constitue une condition latente et refoulée de la vie civile qui refait toujours surface lors des crises de l'État souverain moderne – peu importe si celles-ci sont déclenchées par des dynamiques sociales, politiques ou économiques. L'importance « exceptionnelle » de Hobbes pour la pensée politique moderne a trouvé une formulation magistrale chez Schmitt. C'est pourquoi nous rejoignons sans hésitations Balibar lorsqu'il attribue au juriste allemand, qu'il considère comme un auteur incontournable, la création « d'une de pensées les plus inventives, les plus provocantes, les plus représentatives » du XX^e siècle¹²⁴. Cette pensée encore considérée encore aujourd'hui comme suspecte a toujours été utilisée à droite comme à gauche, car elle est porteuse d'une critique radicale capable de faire toucher les extrêmes. Selon Balibar, « une telle jonction des extrêmes met en évidence le refoulé qui affecte intrinsèquement la constitution républicaine "modérée" fondée sur la division des pouvoirs, l'ordre libéral ou, comme on disait naguère, la démocratie "bourgeoise" »¹²⁵. En unissant les extrêmes, la radicalité de Schmitt permet de dévoiler le visage de Janus de l'État moderne :

État de droit, mais aussi État de police ; État d'intégration des individus et des groupes à la « communauté des citoyens », mais aussi État d'exclusion des rebelles, des anormaux, des déviants et des étrangers ; État « social », mais aussi État de classe organiquement associé au marché capitaliste et à ses lois de population implacables ; État démocratique et civilisé, mais aussi État de puissance, de conquête coloniale et impériale¹²⁶.

- 54 La cible première de ce refoulement est le pouvoir absolu de l'État moderne, dont Schmitt retrace la genèse chez Hobbes, et dont il fournit une première conceptualisation à travers la théorie de la dictature souveraine. L'analyse des Décalages du *Contrat social* par Althusser nous a permis de voir que ce refoulé est en réalité essentiel au fonctionnement de l'idéologie juridique, libérale et néolibérale, car c'est de lui que dépend l'intériorisation du dispositif idéologique – le même dispositif qui constitue aujourd'hui les individus comme « jetables », qui leur apprend à se vendre au meilleur prix sur le marché (y compris celui de l'enseignement public et de la recherche !), et à se constituer comme librement assujettis aux grandes tendances de l'histoire, face auxquelles « il n'y a pas d'alternative »¹²⁷. En lisant Rousseau à partir de Marx, Althusser fait ressortir un autre refoulement à l'œuvre dans l'universalisme juridique, celui du lien social, de la dépendance mutuelle des sujets, de leur appartenance à des groupes sociaux ou à des classes – autrement dit à des intérêts qui ne sont jamais exclusivement autonomes.
- 55 Mais la « jonction des extrêmes » opérée par Schmitt a été souvent lue et dénoncée comme une « complicité » diabolique. De cette appréhension diabolisante découlent les productions historiographiques qui utilisent la notion de totalitarisme comme une arme idéologique depuis la guerre froide jusqu'aujourd'hui. Dans leurs différences mêmes, Nolte et Furet constituent des excellents exemples de la manière dont les idéologies pratiques et les conceptions du monde « extra-scientifiques » peuvent influencer en profondeur l'œuvre des historiens. De ce point de vue, Eric Hobsbawm a raison de dire que *Le passé d'une illusion* constitue moins une contribution du nouveau siècle qu'« un produit tardif de l'époque de la guerre froide »¹²⁸ : ce livre nous donne moins des

instruments pour interpréter le présent qu'il ne nous renseigne sur une ancienne manière de formuler les problèmes.

- 56 Selon Althusser, lorsqu'il parlait de la guerre, Hobbes le faisait « à la cantonade », c'est-à-dire qu'il parlait aussi bien de la société des hommes que de la philosophie. Si la guerre est sans aucun doute chez Hobbes la raison principale de sortir de l'état de nature – donc la condition négative mais essentielle pour l'existence de l'État s'affirmant et se justifiant pour autant qu'il assure paix et ordre au sein de son territoire – la guerre est en effet également le mode d'existence de la philosophie :

Car si la philosophie des philosophes est cette guerre perpétuelle (que Kant voulait éteindre par la paix perpétuelle de sa propre philosophie), aucune philosophie n'existe dans ce rapport de forces théorique, qu'en se démarquant de ses adversaires, et en investissant la part des positions qu'ils ont dû occuper pour assurer leur pouvoir sur l'adversaire qu'ils portent alors en eux¹²⁹.

- 57 La nature polémique et dialectique de l'activité philosophique trouve pour Althusser sa meilleure illustration dans la théorie de la « courbure du bâton » chez Lénine¹³⁰. Dans la préface de *Dix ans après* – un petit recueil de textes des années précédentes publié en 1912 – Lénine revient sur certaines interprétations de *Que faire ?*, qui avaient mésinterprété la validité du livre de 1902 en tant qu'intervention située dans un cadre historico-politique spécifique. Lénine soutient que, dans la théorie, il faut parfois « frapper fort » comme l'on fait pour redresser un bâton courbé. Par là, il rappelle que pour le marxisme-léninisme les idées sont toujours soutenues par des rapports de force : leur caractère polémique exprime la lutte des classes qui définit en dernière instance tout conflit politique au sein (et au-delà) de l'État. Si nous pouvons parler à propos de la prise de position de Lénine contre Kautsky d'une inscription de la pratique révolutionnaire dans la théorie, nous pouvons aussi comprendre la conceptualisation d'Althusser comme une tentative de théoriser et de poursuivre ce type d'intervention. De cette intention découle sa théorisation de la philosophie comme « lutte de classes dans la théorie ».

- 58 Dans son *Kampffplatz* théorique, la production philosophique constituerait ainsi un champ de bataille de la lutte entre idéologie dominante et idéologie dominée. Sa finalité serait d'ouvrir la voie à des analyses pertinentes en s'attaquant aux mystifications et aux déviations théoriques de nature idéologique. Mais la politique de la philosophie se joue moins à propos des positions ou des écrits politiques des auteurs que de leur identification à un système de valeurs « extra-scientifiques ». Cette identification est souvent spontanée, elle repose sur une conception du monde externe à la pratique scientifique et procède souvent par anachronismes à partir de l'inconscience historico-conceptuelle des catégories que les auteurs font intervenir, ou auxquelles ils adhèrent implicitement, dans leurs études savantes. Ces conceptions du monde sont idéologiques dans la mesure où elles ont des effets pratiques. Comme nous l'avons vu au début de cette étude, c'est l'interpellation « des individus en sujet » qui constitue le mode opératoire de l'idéologie. Tout individu croit en des « idées que sa conscience lui inspire ou accepte librement »¹³¹ et agit en fonction d'elles.

- 59 De ce point de vue, nous avons essayé d'étudier un aspect de la dimension idéologique de la science politique moderne fondée sur les théories du droit naturel, qui s'est constituée à partir de Hobbes comme le paradigme de toute pensée de la politique à partir de la forme-État. Cette théorie joue un rôle idéologique dans la mesure où elle occulte les effets du dispositif qu'elle produit : la création et la légitimation d'un pouvoir absolu et l'impossibilité légale de s'y opposer en tant que citoyens-assujettis et auteurs de ce pacte

idéal. Le pouvoir étatique se concrétise par l'action du dispositif idéologique opérant une intériorisation de certaines valeurs-convictions dans la production intellectuelle. Une telle production intellectuelle est influencée par la croyance en la « vérité » de certaines idées qui, même si elles sont produites dans l'histoire, sont cependant considérées comme intemporelles et universelles. Elle contribue à la conservation d'une certaine domination de classe ou d'un certain ordre des choses. L'absolutisation de l'idée de « démocratie libérale » constitue un paradigme de ce processus. Ces conceptions du monde extra-scientifiques peuvent produire des effets de méconnaissance dans la production intellectuelle, comme nous l'avons vu à travers l'exemple de l'entrée « *Diktatur* » écrite par Nolte. Cette situation impose de renouveler indéfiniment la lutte contre les déformations idéologiques.

- 60 Selon Althusser, « l'individu est interpellé en sujet (libre) pour qu'il se soumette librement aux ordres du Sujet, donc pour qu'il accepte librement son assujettissement, donc pour qu'il accomplisse tout seul les gestes et les actes de son assujettissement ». Le pacte ou contrat social moderne constitue un mécanisme idéologique qui fait soumettre librement l'individu et le fait « marcher tout seul ». Il opère ainsi une naturalisation aliénante. Sur la base de ces considérations, nous croyons qu'une réhabilitation du concept moderne de dictature peut encore nous servir d'orientation dans l'analyse du présent. Dans son échange avec Furet, Nolte regrettait la perte de toute orientation qui a suivi la fin de la guerre froide. Cette situation clairement définie – où les gentils et les méchants étaient séparés par un mur – a été remplacée par « une absence de situation ». Et c'est justement la perte d'orientation l'effet qu'Althusser craint le plus de l'abandon de la notion de « dictature du prolétariat » par le PCF. La question porte en effet moins sur l'éclipse d'un mot ou d'une formule, que sur la perte d'un instrument critique permettant une analyse concrète de la situation concrète, et donc des luttes politiques efficaces dans la théorie ainsi que dans la pratique. Pour Althusser, la dictature du prolétariat contient « le secret de la dictature de la bourgeoisie » : c'est pourquoi elle aide à cerner l'exploitation non-naturelle d'une classe sur l'autre. *Mutatis mutandis*, nous pouvons soutenir que la « dictature souveraine » contient à son tour le secret de la démocratie moderne. Et c'est à partir de là que nous pouvons conclure ces remarques en rappelant les mots d'Althusser dans une conférence tenue de 1976 :

Quand la situation politique oblige à abandonner des mots, il faut le faire, mais dans ce cas il ne faut jamais, jamais, jamais abandonner la chose, ou les principes ou les concepts. Car si on abandonne non pas en paroles mais en réalité, c'est-à-dire dans la pratique, les principes et les concepts, on perd la direction et l'orientation, ce que les marxistes appellent la ligne politique à suivre. Et quand on perd la ligne politique, c'est comme dans la navigation, on ne peut pas arriver au port, à destination¹³².

NOTES

1. Sur l'utilisation de la notion d'insignifiance, voir Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, 2007.
2. Enzo Traverso, *1914-1945. La guerre civile européenne*, Paris, Hachette, 2009, p. 119.

3. Bruno Groppo, « "Révisionnisme" historique et changements de paradigmes en Italie et en Allemagne », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 68, 2002, p. 7-13.
4. Selon Karl Polanyi, cette civilisation reposait sur quatre piliers : le système d'équilibre des puissances, l'étalon-or international, le marché autorégulateur et l'État libéral. Cf. Karl Polanyi, *La grande transformation*, trad. fr. de M. Angeno et C. Malamoud, avec une préface de L. Dumont, Paris, Gallimard, 1983.
5. Dipesh Chakrabarty, *Provincialiser l'Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique*, trad. fr. de N. Vieillescazes et O. Ruchet, Paris, Éditions Amsterdam, 2009.
6. Giovanni Arrighi, *The long 20th Century*, London-New York, Verso, 1994.
7. Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre*, trad. fr. de L. Deroche-Gurcel, revue par P. Haggenmacher, Paris, PUF, 2001. Voir aussi Sandro Chignola et Giuseppe Duso, *Storia dei concetti e filosofia politica*, Milan, Franco Angeli, 2008.
8. E. Traverso, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 35-36.
9. Ernst Nolte, « Eine Vergangenheit die nicht vergehen will. Eine Rede, die geschrieben, aber die nicht gehalten werden konnte », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 juin 1986.
10. Jürgen Habermas, « Une manière de liquider les dommages. Les tendances apologétiques dans l'historiographie contemporaine allemande », in Collectif, *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Paris, Éditions du CERF, 1988, p. 47-49.
11. Ernst Nolte, *La guerre civile européenne. National-socialisme et bolchevisme 1917-1945*, trad. fr. de J.-M. Argelès, Paris, Perrin, 2011, p. 55.
12. François Furet et Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Paris, Hachette, 2000.
13. Selon Ian Kershaw « Le bruit suscité en France par l'ouvrage de François Furet, *Le passé d'une illusion*, tient sans doute pour une bonne part au fait qu'il a enfreint des tabous, brisé des idoles, détruit les vieilles images de la gauche dont les anciens défenseurs intellectuels sont désormais affaiblis, voire impuissants. Dans sa comparaison du communisme et du fascisme, du stalinisme et du nazisme, Furet ne va pas aussi loin que Nolte. S'agissant du prétendu lien causal entre les meurtres de classe des bolcheviks et les meurtres raciaux des nazis, il prend ses distances. Mais, sur bien des points, l'analyse de Nolte force son admiration. Dans son approche telle que je la comprends, le communisme et le fascisme sont des frères jumeaux qui, malgré leurs différences, ont la même origine. Tous deux "naissent du même sol, la guerre ; ils sont les enfants de la même histoire". Il s'agit de formes violentes apparentées, quoiqu'opposées, de la mobilisation antidémocratique à "l'ère des masses" » (Ian Kershaw, « Stalinisme et Nazisme », in *Le Débat* n° 89, 1996/2, p. 177-190).
14. Cf. François Furet, *Le passé d'une illusion*, Paris, Robert Laffont, p. 269 et s, note 2.
15. François Furet, « Sur l'illusion communiste », in *Le Débat* n° 89, 1996/2, p. 162-176.
16. *Ibid.*
17. François Furet, « Les différents aspects du concept de totalitarisme » in *Communisme*, 47-48, 1996, p. 7.
18. « Idéocratie » est un terme forgé par Waldemar Gurian : « Nous pouvons bien sûr utiliser le terme d'idéocratie qu'a introduit l'école russe eurasienne de manière à satisfaire ceux qui hésitent à lier le nom vénérable de religion aux mouvements totalitaires, à leurs manipulations cyniques, à leurs platitudes incroyables et à leurs horreurs révoltantes. L'idéocratie équivaldrait à ce que nous avons décrit comme la religion sociopolitique sécularisée » (Waldemar Gurian, « Le Totalitarisme en tant que religion politique (1953) » in E. Traverso, *Le Totalitarisme. Le XXe siècle en débat*, Paris, Seuil, 2001, p. 448-460, en part. 453).
19. Enzo Traverso, « De l'anticommunisme. L'histoire du XXe siècle relue par Nolte, Furet et Courtois » in *L'Homme et la société* n° 140-141, 2001/2-3, p. 169-194 consulté le 22 octobre 2014 à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2001-2-page-169.htm> p. 16. Par ailleurs, selon Giuliano Procacci : « Furet ne sous-estime certes pas la contribution de

l'antifascisme démocratique à la victoire sur le nazisme, mais son acharnement à dénoncer l'utilisation dont il est l'objet, dénonciation qui englobe également la seconde phase, finit par le conduire à considérer toute forme d'antifascisme comme subordonnée aux desseins de l'U.R.S.S. et de Staline. De là, entre autres, sa méconnaissance d'un phénomène qui n'a pas son équivalent dans la Première Guerre mondiale, la Résistance, y compris la Résistance française. Par exemple, le fait que dans le programme du Conseil national de la Résistance de mars 1944 l'on insiste sur l'antifascisme et l'on propose des étatisations de l'économie et du social ne permet pas de classer ce document comme relevant de la rhétorique révolutionnaire. En mars 1944, presque tout le monde parlait de nationalisations » (Giuliano Procacci, « De plus loin et de plus près » in *Le Débat* n° 89, 1996/2, p. 153-161, en particulier p. 160.)

20. E. Nolte, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 51.

21. Sur ce point voir aussi Eric Hobsbawm, *L'Age des extrêmes*, trad. fr. de P.-E. Dauzat, Bruxelles, André Versaille, 2008, p. 200.

22. F. Furet, *Le passé d'une illusion*, op. cit., p. 46.

23. Pour une analyse de la complexité et de la richesse de la position de Tocqueville dans une perspective historico-conceptuelle, voir Sandro Chignola, « Entre America y Europa. Tocqueville y la historia del concepto de democracia », « *Res Publica* », *Revista de Historia de las Ideas Políticas*, 17, 1, 2014, p. 99-114 ; Sandro Chignola, *Fragile cristallo. Per la storia del concetto di società*, Napoli, Editoriale Scientifica, 2004, en part. p. 379-591 et Sandro Chignola, *Il tempo rovesciato*, Bologna, Il Mulino, 2011.

24. *Ibid.*, p. 17

25. W. Gurian, « Le totalitarisme en tant que religion politique » (1953), in E. Traverso, *Le totalitarisme*, op. cit. p. 452.

26. L'utilisation du singulier est significative.

27. F. Furet, *Le passé d'une illusion*, op. cit. p. 58-59.

28. *Ibid.*, p. 17.

29. François Furet, *Penser la Révolution française* (1978), Paris, Gallimard, 2009, p. 25.

30. *Ibid.* p. 27.

31. *Ibid.*, p. 136.

32. Louis Althusser, *Initiation à la philosophie pour non-philosophes*, Paris, PUF, 2014, p. 118.

33. *Ibid.*

34. Louis Althusser, *Philosophie et philosophie spontanée des savants*, Paris, Maspero, 1974, p. 98-105.

35. E. Hobsbawm, *L'Age des Extrêmes*, op. cit., p. 197.

36. *Ibid.*

37. *Ibid.* p. 199.

38. Carl Schmitt, *La notion de politique/ La théorie du partisan*, trad. fr. de M.-L. Steinhauser, avec une Préface de J. Freund, Paris, Flammarion, 2007, p. 57-63.

39. *Ibid.* p. 217-225.

40. *Ibid.* p. 258.

41. Carl Schmitt, *Le nomos de la terre*, op.cit., p. 155.

42. F. Furet, *Penser la révolution française*, op. cit., p. 139.

43. Nolte parle de « barbarie asiatique » à propos du bolchevisme.

44. F. Furet, *Penser la révolution française*, op. cit., p. 139. Cependant, à la différence d'Hobsbawm, Furet ne voyait pas de raison « d'exclure le fascisme du privilège ou la malédiction de l'idée révolutionnaire ». L'originalité et la raison du succès des doctrines fascistes s'expliqueraient plutôt par la capacité de se réapproprier « l'esprit révolutionnaire, au service d'un projet anti-universaliste » (F. Furet, *Le passé d'une illusion*, op. cit., p. 58).

45. Emmanuel Terray, « Le passé d'une illusion et l'avenir d'une espérance », in *Critique*, n° 588, 1996, p. 331. Cité aussi in E. Traverso, *Le Totalitarisme*, op.cit., p. 88.

46. F. Furet, *Le passé d'une illusion*, op. cit., p. 46.

47. E. Traverso, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 10.
48. Reinhart Koselleck, « Einleitung » in, Reinhart Koselleck, Werner Conze, Otto Brunner (éd.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, t. 1, Stuttgart, Klett-Cotta, 1972, p. XIII-XXVII.
49. Otto Brunner, « Das Zeitalter der Ideologien : Anfang und Ende », in O. Brunner, *Neue Wege der Verfassung und Sozialgeschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1956.
50. Sur ce point voir : Luca Succimarra, « L'epoca delle ideologie. Su un tema della Begriffsgeschichte » in *Scienza e politica. Per una storia delle dottrine*. N° 47, 2012 consulté la dernière fois le 15.10.2014 URL : <http://scienzaepolitica.unibo.it/issue/view/389>
51. Karl-Dietrich Bracher, *Il novecento*, Roma-Bari, Laterza, 1990, p. 17 (cité in Scuccimarra, *L'epoca delle ideologie*, op. cit.).
52. H. Arendt, *Origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt Brace, p. 469.
53. R. Koselleck, « Einleitung », op. cit., p. XVIII.
54. L. Althusser, *Philosophie et philosophie spontanée des savants*, op. cit., p. 30.
55. G. Duso, « Introduzione » in G. Duso (éd.), *Oltre la democrazia*, Roma, Carocci, 2004, p. 9-29, en part. 17-26.
56. R Koselleck, « Einleitung », op. cit.. p. XXII-XXIII.
57. G. Duso, « Crisi e compimento del diritto naturale », in Luca Fonnesu et Barbara Henry (éd.), *Diritto naturale e filosofia classica tedesca*, Pisa, Pacini editore, 2000, p. 169-191, en part. 171-172.
58. S. Chignola et G. Duso, *Storia dei concetti e filosofia politica*, op. cit..
59. E. Traverso, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 121.
60. Carl Schmitt, *La dictature*, trad. fr. par D. Ségald et M. Koller, Seuil, Paris, 2000, p. 142.
61. Article 48. : « Si un Land ne remplit pas les devoirs qui lui incombent en vertu de la Constitution et des lois du Reich, le président du Reich peut l'y contraindre en utilisant la force. Le président du Reich peut, lorsque la sûreté et l'ordre public sont gravement troublés ou compromis au sein du Reich, prendre les mesures nécessaires à leur rétablissement ; en cas de besoin, il peut recourir à la force. À cette fin, il peut suspendre totalement ou partiellement l'exercice des droits fondamentaux garantis aux articles 114, 115, 117, 118, 123, 124 et 153. Le président du Reich doit sans retard communiquer au Reichstag toutes les mesures prises en application du premier ou du deuxième alinéa du présent article. Ces mesures doivent être abrogées à la demande du Reichstag. En cas de danger, le gouvernement d'un Land peut, sur son territoire, prendre des mesures provisoires analogues à celles mentionnées à l'alinéa 2. Ces mesures doivent être abrogées à la demande du président du Reich ou du Reichstag. Les modalités sont fixées par une loi du Reich ».
62. Giorgio Agamben, *État d'exception. Homo sacer II, 1*, trad. fr. de J. Gayraud, Paris, Seuil, 2003, p. 30.
63. Gilbert Badia, *Les Spartakistes. L'Allemagne en révolution 1918*, Bruxelles, Aden, 2008 p. 7-8. Voir aussi Marco Rampazzo Bazzan et Andrea Cavazzini, « Les enjeux de la conjoncture 1917-1921 en Allemagne », *Cahiers du GRM*, n° 1, 2011, consulté la dernière fois le 03 octobre 2014, <http://grm.revues.org/16>.
64. Karl Marx, *La guerre civile en France*, Saguenay, Les classiques des sciences sociales, <https://www.marxists.org/francais/ait/1871/05/km18710530.htm> p. 12.
65. Cf. Ernesto Laclau/ Chantal Mouffe, *Hegemony & socialist strategy*, Londres-New York, Verso, 1993 (1985), p. 55-71.
66. K. Marx, *La guerre civile en France* op. cit., p. 12
67. Alberico Gentili, *De jure belli libri tres* (1598), I, XII.
68. Carl Schmitt, *Les trois types de pensée juridique*, trad. fr. de M. Koller et D.Ségald, présenté par D. Ségald, Paris, PUF, 1995, p. 84
69. C. Schmitt, *La notion du politique* op. cit., p. 188.

70. Sur la notion de « personne artificielle » et sur la logique de l'« autorisation », voir les considérations décisives d'Alessandro Biral : « Hobbes la società senza governo », in G. Duso (éd.), *Il contratto sociale nella filosofia politica moderna*, Milan, Franco Angeli, 1993, p. 50-108, en part. p. 72-73. Aussi : Giuseppe Duso, « Ripensare la rappresentanza alla luce della teologia politica » in *Quaderni fiorentini. Per la storia del pensiero giuridico moderno*, 41, 52, p. 9-47, en part. p. 15-20.
71. « For it is the unity of the represented, that maketh the person one. And it is the representer that bereath the person, and but one person : and unity, cannot otherwise be understood in multitude » (*The English works of Thomas Hobbes of Malmesbury*, t. III, édité par William Molesworth, Aalen, Scientia Verlag, p. 151).
72. Thomas Hobbes, *Léviathan*, traduction de Philippe Folliot, Saguenay (Québec), Les classiques des sciences sociales, 2004, http://classiques.uqac.ca/classiques/hobbes_thomas/leviathan/leviathan_partie_2/leviathan_2e_partie.pdf, p. 157.
73. Sur la nécessité de « sortir » voir Etienne Balibar, *Violence et civilité. Wellek Library Lectures et autres essais de philosophie politique*, Paris, Galilée, 2010, p. 18 et s.
74. *English works of Thomas Hobbes*, op. cit., p. 158.
75. *Ibid.*
76. Carl Schmitt, « Évolution de l'État total en Allemagne », in E. Traverso, *Le Totalitarisme. Le XXe siècle en débat*, op. cit., p. 140.
77. Giuseppe Duso, « Introduzione : Patto sociale e forma politica », in G. Duso, *Il contratto sociale* op. cit., p. 7-49, en part. 27-44.
78. Ernst Nolte, « Diktatur » in *Geschichtliche Grundbegriffe*, op. cit., p. 901.
79. *Ibid.*, p. 921.
80. *Ibid.*, p. 920.
81. E. Traverso, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 119.
82. Si nous pouvons reconnaître dans cette négation un trait que partage la dictature souveraine de Schmitt, cela ne permet pas de conclure que la dictature s'oppose simplement à la démocratie. Au contraire pour Schmitt la dictature concerne le cœur du pouvoir absolu détenu par l'organe souverain.
83. C'est dans ce deuxième courant que Nolte et Furet inscrivent leurs recherches. Selon Nolte : « À son premier niveau, le plus marquant, l'ouvrage de Furet est une autocritique de la gauche européenne empreinte de bienveillance et de sympathie ; au second niveau, le plus original, il expose une version historico-génétique de la théorie du totalitarisme : celle qui, au lieu de s'employer comme la théorie classique à mettre en évidence les convergences structurelles des "dictatures" ou des "États de non-droit antilibéraux", ou de les subsumer avec équité sous le concept de "religion sociale", s'attache plutôt à relever la priorité du communisme et le caractère de réaction du fascisme. Dans une telle perspective, l'histoire du XXe siècle n'apparaît plus comme le combat des "bons" et des "méchants", mais comme l'affrontement de deux forces idéologiques "excessives" et, par conséquent, comme tragédie. En un sens, on a là une démythologisation du marxisme, laquelle, pour cette raison même, conduit à contredire l'interprétation "orthodoxe" du fascisme et à mettre au jour, en ce dernier aussi, un "noyau rationnel" » (Ernst Nolte, « Sur la théorie du totalitarisme » in *Débat* n° 89, 1996, p. 139-146 en part. p. 143).
84. Enzo Traverso, « Le totalitarisme. Histoire et apories d'un concept », in *L'Homme et la société*, n° 129, 1998, p. 97-111.
85. Harry Truman « Message au Congrès pour recommander une aide à la Grèce et à la Turquie (12 mars 1947) » consulté la dernière fois le 15.10.2014 URL : http://avalon.law.yale.edu/20th_century/trudoc.asp Traduction française : <http://mjp.univ-perp.fr/textes/truman12031947.htm>
86. Enzo Traverso « Le totalitarisme : Jalons pour l'histoire d'un débat » in E. Traverso, *Le Totalitarisme. Le XXe siècle en débat*, op. cit., p. 51 et s.

87. Rapport du Comité central au 22e congrès du Parti Communiste. Cité in « PCF : abandon des notions fondamentales » sur le site Réveil communiste, consulté la dernière fois le 30 octobre 2014 URL : <http://www.reveilcommuniste.fr/article-24975910.html>.
88. Étienne Balibar, *Sur la dictature du prolétariat*, Paris, Maspero, 1976, p. 17.
89. Balibar caractérise en outre la déviation stalinienne comme "évolutionniste" dans la mesure où « les différents aspects du processus révolutionnaire sont isolés les uns des autres, et présentés comme de simples moments successifs, des "stades historiques distincts" » (Balibar, *La dictature du prolétariat*, op. cit., p. 31) d'un processus incarné par le pays qui aurait réalisé le socialisme. Cet évolutionnisme peut être considéré comme l'équivalent de la théorie du sous-développement formulée par Truman dans son discours de 1949. Tout comme le « développement » occidental devient un modèle à imposer aux pays soi-disant arriérés pour reproduire la domination hégémonique des États-Unis, ainsi l'URSS absolutise son propre trajet et vise à exercer une hégémonie sur toutes les transitions possibles vers le socialisme.
90. Louis Althusser « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche) » in *La Pensée*, n° 151, juin 1970 ; repris in L. Althusser, *Positions (1964-1975)*, Paris, Les Éditions sociales, 1976, p. 67-125.
91. E. Balibar, *Sur la dictature du prolétariat*, op. cit., p. 53.
92. *Ibid.*
93. *Ibid.* p. 54.
94. *Ibid.* p. 57.
95. *Ibid.*, p. 54-55.
96. *Ibid.*
97. Cf. E. Traverso, *La guerre civile européenne*, op. cit., p. 123-124.
98. Carl Schmitt, *La Dictature*, op. cit., p. 12.
99. Léon Trotsky, *Terrorisme et communisme*, Saguenay, Les classiques des sciences sociales, 1992, http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, p. 30-33.
100. Jean-Jacques Rousseau, « Le Contrat social », I, VI in : *Œuvres Complètes de Jean-Jacques Rousseau*, vol. III, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1964, p. 360.
101. Sur la notion d'objet philosophique chez Althusser, voir Étienne Balibar, « L'objet d'Althusser » in Sylvain Lazarus (éd.), *Politique et Philosophie dans l'œuvre de Louis Althusser*, Paris, PUF, 1993, p. 81-116.
102. Louis Althusser, *Sur le Contrat Social*, précédé de « Troublante clarté » par Patrick Hochart, Houilles, Manucius, 2009, p. 28. Pour une analyse détaillée de l'article d'Althusser, voir Giovanni Di Bendetto, « Althusser e l'impensato di Rousseau. Note di Teoria Politica » in *Décalages*, n° 1, 2012, <http://scholar.oxy.edu/decalages/vol1/iss2/5>
103. L. Althusser, *Sur le Contrat Social*, op. cit., p. 48.
104. *Ibid.*, p. 67-68.
105. *Ibid.*, p. 52.
106. *Ibid.*, p. 58.
107. *Ibid.*, p. 69.
108. Friedrich Engels et Karl Marx, *L'idéologie allemande*, Norph-Nop éditions, 2011, emplacement 361/1322.
109. L. Althusser, *Sur le Contrat Social*, op. cit., p. 99.
110. *Ibid.*, p. 106-107.
111. Louis Althusser, *Sur la reproduction*, Paris, PUF, 2011, p. 198.
112. *Ibid.*, p. 199.
113. Karl Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, traduction de Maurice Husson et Gilbert Badia, Saguenay, Les classiques des sciences sociales, 1972, URL : http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/contribution_critique_eco_pol/critique_eco_pol.pdf, p. 136.

114. *Ibid.*
115. *Ibid.*
116. *Ibid.*
117. Pierangelo Schiera, *Assolutismo e cameralismo tedesco*, Milan, Giuffr, 1968, p. 100.
118. Louis Althusser, « Soutenance d'Amiens », in *Positions*, op. cit., p. 164.
119. *Ibid.*, p. 161.
120. L. Althusser, *Sur la reproduction*, op. cit., p. 223.
121. *Ibid.* p. 221-223.
122. *Ibid.* p. 199.
123. *Ibid.*
124. E. Balibar, « Le Hobbes de Schmitt, le Schmitt de Hobbes » in E. Balibar, *Violence et civilit*. op. cit., p. 325.
125. *Ibid.*, p. 328.
126. *Ibid.*, p. 199.
127. Le clbre *There is no alternative* (TINA) de Margaret Thatcher...
128. Eric Hobsbawn, « Histoire et illusion » *Le Dbat*, n 89, 1996/2 p. 128-138, en part. 138.
129. L. Althusser, *Positions*, op. cit. p. 128.
130. Cf. Andrea Cavazzini, *Crise du marxisme et critique de l'tat. Le dernier combat d'Althusser*, Sminaire du GRM du 16 fvrier 2008. http://f.hypotheses.org/wpcontent/blogs.dir/1106/files/2013/01/GRM_1_annee_Cavazzini_Althusser.pdf.
131. L. Althusser, *Sur la reproduction*, op. cit., p. 220.
132. Louis Althusser « Un texte indit de Louis Althusser – Confrence sur la Dictature du proltariat Barcelone » in *Priode revue en ligne* 2013 [consult la dernire fois le 15.10.2014] URL : <http://revueperiode.net/un-texte-inedit-de-louis-althusser-conference-sur-la-dictature-du-proletariat-a-barcelone/>

RSUMS

Cet article vise tudier les transformations du sens et de l'usage de la notion de dictature au XX scle et questionner l'insignifiance dont elle a t progressivement frapp. Il interroge plus particulirement l'clipse de ce concept partir des effets provoqus par son association progressive la notion de totalitarisme, et par son opposition la dmocratie moderne.

Dans la premire partie l'analyse porte sur la notion de « guerre civile europenne » afin d'en interroger la pertinence hermneutique ; ensuite, sur le concept moderne de « dictature » tel qu'il a t dvelopp par Carl Schmitt en lien avec la polmique entre Kautsky et Lnine et la gnse et la diffusion du concept de totalitarisme ; et enfin, sur une rsurgence paradigmatique de cette problmatique dans les dbats autour de l'abandon de la notion de « dictature du proltariat » lors du XXII Congrs du PCF. Son but est d'lucider un dispositif idologique l'uvre dans la production historiographique, philosophique et politique contemporaines, dont le symptme principal est le refoulement du concept moderne de « dictature souveraine ».

This article aims at studying the transformations of sense and uses of dictatorship notion during the XXth century and at questioning its progressive insignificance. It focus on the effects of its progressive association with the notion of totalitarianism, and of its opposition to modern democracy concept.

In the first part the analysis concerns the notion of “European civil war” in order to question its hermeneutic relevance; then, the modern concept of “dictatorship” such as it has been developed by Carl Schmitt in connection with the debate between Kautsky and Lenin, and the genesis and diffusion of totalitarianism concept; and finally, a paradigmatic resurgence of this problem in the debates around abandonment of the « dictatorship of the proletariat » at PCF 22nd Congress in 1976. Its purpose is to clarify an ideological device working in contemporary historiographical, philosophic and political production whose main symptom is the repression of sovereign dictatorship concept.

INDEX

Thèmes : philosophie politique

Index géographique : Europe

Mots-clés : dictature, idéologie, guerre civile européenne, Althusser, Schmitt Carl, Balibar Etienne, Furet François, Nolte Ernst, Traverso Enzo, Rousseau Jean-Jacques

Index chronologique : XXe siècle

AUTEUR

MARCO RAMPAZZO BAZZAN

Marco Rampazzo Bazzan est actuellement chercheur post-doc Piscopia Marie Curie au Département FISPPA (Philosophie, Sociologie, Pédagogie et Psychologie Appliquée) de l'Université de Padoue. Ses recherches portent sur l'histoire de la pensée politique moderne et contemporaine, et l'idéalisme allemand. marco.rampazzo.bazzan@gmail.com